

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
SOLUTIONS PACIFIQUES
INTERNATIONALES

LA MÉDIATION ET L'ARBITRAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le jeudi 23 novembre 1922, à 2 heures

PAR

Pierre RADULESCO

Président : M. WEISS, Professeur.

Suffragants { MM. PILLET, Professeur
BASDEVANT, Professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine, 15

1922

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
SOLUTIONS PACIFIQUES
INTERNATIONALES

LA MÉDIATION ET L'ARBITRAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le jeudi 23 novembre 1922, à 2 heures

PAR

Pierre RADULESCO



Président : M. WEISS, Professeur

Suffragants { MM. PILLET, Professeur
BASDEVANT, Professeur

PARIS
JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1922

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les Solutions Pacifiques Internationales

LA MÉDIATION ET L'ARBITRAGE

INTRODUCTION

De tout temps entre les nations aussi bien qu'entre les individus ; il y a eu des divergences de conflits qui ont à leur origine des motifs très variés.

Les moyens auxquels les Etats peuvent recourir pour régler ces malentendus, se divisent en deux catégories : les moyens pacifiques et les moyens violents.

Avant d'aborder l'examen des solutions pacifiques qui constitue l'objet de notre travail, arrêtons-nous un instant dans notre introduction sur le moyen qui, pendant des milliers d'années, fut considéré comme la solution normale des dissensions extérieures et souvent même des conflits intérieurs, nous voulons dire la guerre. La guerre après Grotius est, « l'état d'individus qui vident leurs différends par la force ». Cette définition est adoptée par d'autres auteurs comme Vattel qui pense que : « La guerre est cet état dans lequel on poursuit son droit, par la force. »

Calvo après avoir critiqué et traité d'incomplètes ces définitions, s'exprime ainsi : « La guerre est cet état anormal d'hostilité qui se substitue aux relations de bonne harmonie de nation à nation, ou entre concitoyens appartenant à des partis politiques différents, et qui a pour objet de conquérir

par la force des armes ce qu'on n'a pu obtenir par les voies pacifiques et amiables (1). »

Dans les sociétés primitives, la guerre était, l'état normal des peuples ; elle était pour eux comme une chose sainte et nécessaire. L'esprit guerrier était soutenu par la religion.

Dans l'ancien Orient chez les Hindous, les Egyptiens, les Babyloniens, les Assyriens, les Perses, on constate une adoration pour la force brutale, et une haine profonde pour les étrangers. La majorité de ces peuples considérait leurs voisins comme des êtres inférieurs, sans doute, au-dessus des animaux, mais n'atteignant jamais à leur propre niveau ; ils méprisaient à la fois leur culte, leurs mœurs et leur civilisation. L'esprit de la justice humaine et l'idée de droit manquent presque complètement, exception faite de quelques groupes restreints de philosophes, de savants et de poètes qui n'exercent d'ailleurs qu'une influence très limitée. Dans la civilisation romaine et grecque, des peuples beaucoup plus avancés, aussi bien que dans la civilisation orientale, c'est toujours la force brutale, s'appuyant sur l'idée religieuse qui domine.

Si les Grecs du haut de leur civilisation méprisaient les étrangers considérés comme des barbares hors du droit, les Romains s'appuyant sur la force, aspirant à la domination du monde, refusaient aux autrestout droit à la justice simplement parce qu'ils étaient faibles et prédestinés à l'esclavage. La justice et le droit n'appartiennent qu'aux nationaux ; ils s'arrêtent aux frontières. L'exclusivisme de ces peuples, et le culte pour la force brutale expliquent parfaitement l'esprit guerrier, et surtout le caractère des guerres antiques.

La guerre est un moyen d'enrichir les Etats, ou de satisfaire les ambitions conquérantes de quelques chefs d'Etat,

1. Calvo, *Droit international*, t. II, p. 10.

plutôt qu'une solution internationale d'un conflit, ou un moyen de légitime défense.

Plus tard, après la chute de l'empire romain à l'époque des invasions barbares, on se trouve en pleine violence.

Au moyen âge bien que les tendances violentes et les idées exclusivistes de l'antiquité aient commencé, grâce à l'influence de l'église et du féodalisme, à faire place à des principes plus larges, les guerres continuent sans que la férocité disparaisse. Les circonstances ne sont pas du tout favorables à la paix. Aux guerres des petits Etats s'ajoutent encore les guerres religieuses ; les chefs de l'église eux-mêmes soucieux toujours de leurs intérêts temporels, finissent souvent par admettre, sinon encourager, l'effusion du sang. Du xvi^e siècle au xxi^e siècle l'influence de l'église est encore bien loin de produire des résultats efficaces.

Comme dans l'antiquité et au moyen âge la guerre continue à ensanglanter l'Europe. Notons les guerres des monarchies absolues, avides de gloire, et aspirantes à une domination universelle en réalisant l'état unique et la paix perpétuelle. Mais toutes ces tentatives ont été vouées à l'échec ; loin de conduire les nations à la paix, elles n'ont eu d'autres résultats que de déchaîner des guerres plus sanglantes, et de plus en plus destructives.

En effet les guerres se sont succédées fréquemment jusqu'à nos jours : les guerres d'Italie, les guerres de Louis XIV, de Frédéric de Prusse, de Charles XII ; de la Révolution française ; celles de Napoléon I^{er} ; les guerres successives soulevées par la question d'Orient ; la guerre franco-allemande de 1870 ; et enfin la Grande Guerre mondiale de 1914-1918 la plus désastreuse de toutes, une véritable catastrophe qui a secoué le monde entier. L'histoire n'est donc, en résumé, qu'un long récit de guerres et de périodes sanglantes. Néanmoins plus on avance en civilisation plus l'idée de justice et de droit pénètre dans les rapports des Etats, et surtout dans le domaine de la guerre.

Les guerres changent peu à peu leur caractère sauvage et primitif ; elles commencent à se transformer grâce au droit international qui fait son apparition ; et sous l'influence des idées pacifiques émises par les philosophes et les écrivains de valeur, elles deviennent, au moins en apparence, plus légitimes.

A partir de la Renaissance l'idée d'une paix permanente semble germer dans l'esprit humain. Les découvertes géographiques, le développement du commerce, multiplient les relations internationales, rendent plus fréquentes les négociations à l'amiable de nation à nation et contribuent ainsi à l'œuvre pacifique. Le droit des gens positif prend naissance avec les ouvrages de Grotius, qui établit que la guerre sans juste motif est un brigandage.

L'idée de la paix s'accroît. De tous les côtés du monde civilisé on commence à regarder la guerre comme un mal immense qui doit être autant que possible évité, et quoiqu'elle continue, l'opinion générale la condamne. La guerre, c'est un crime, c'est un fléau qui frappe le vainqueur aussi bien que le vaincu.

Des efforts innombrables ont été faits, par les philosophes et les écrivains, pour la supprimer et rendre la paix perpétuelle (1). Mais tous les projets dans ce but échouèrent.

Des esprits sérieux, des juristes éminents, des hommes d'Etat, des savants ont cependant admis la possibilité d'éviter la guerre, en substituant le droit à la force dans le règlement des dissentiments internationaux. Ces propositions ne produisent non plus rien de durable, car l'esprit guerrier et d'agression était encore fort.

Les idées pacifiques abondaient dans les ouvrages des écrivains et des publicistes, mais on trouve encore des partisans de la guerre, des apologistes qui soutiennent que « la

1. *Les projets de paix perpétuelle*, par l'abbé de Saint-Pierre, Kant et Sully, etc.

Guerre est utile et nécessaire ». Elle est le meilleur moyen de réaliser la justice. La guerre exalte les courages, élève les grands caractères ; c'est elle qui développe les plus nobles vertus. La paix perpétuelle serait très préjudiciable. « La paix est un rêve et n'est même pas un beau rêve, » dit Moltke. « La Guerre est une partie de l'ordre du Monde créé par Dieu. Sans la guerre le monde s'enfoncerait dans le marais du matérialisme. »

« Le combat est la règle de toujours pour un individu isolé, comme pour un Etat. »

« C'est un état naturel qui a son fondement dans l'ordre divin du monde (1). »

En réalité ces belles phrases ne sont que des sophismes ; la guerre n'est pas nécessaire. En nous plaçant au point de vue plus large de l'humanité, nous sommes persuadé que la guerre est un mal qui doit disparaître, même dans le cas où elle est justifiée.

Les guerres, autrefois, mettaient en présence quelques milliers de soldats et plutôt des spécialistes, des gens du métier ; la marche des affaires à l'intérieur du pays s'en ressentait très peu ; les conséquences étaient supportées par le vaincu ; pour le vainqueur au contraire, c'était un moyen de s'enrichir.

Aujourd'hui, ce ne sont plus quelques hommes qui luttent, mais des effectifs énormes, des gens appartenant à toutes les classes productives, des nations entières qui sont face à face et avec un matériel considérable de guerre. Dans les derniers temps la science, dans tous les pays, a mis à la disposition des combattants des moyens de destruction épouvantables : des mitrailleuses perfectionnées, aéroplanes, porteurs de bombes, des canons très puissants capables de lancer de monstrueux obus, et de percer les plus solides

1. F. Maréchal Ludendorff, *La conduite de la Guerre et la Politique*.

fortifications, des gaz empoisonnés et des sous-marins formidables qui causent des pertes énormes.

Autrefois, la Guerre était coûteuse et ruineuse pour le vaincu ; pour le vainqueur, au contraire, elle était un moyen d'enrichissement.

La victoire gagnée contribuait au développement économique et financier du pays vainqueur. Tandis qu'aujourd'hui les pertes sont énormes des deux côtés. Nous ne parlons plus des pertes immenses qui découlent de l'entretien d'une armée moderne et des munitions ; il faut ajouter encore la perte de main-d'œuvre et les entraves que la guerre impose à l'industrie, au commerce, à l'agriculture, enfin à la situation économique et financière du monde entier.

Nous n'avons qu'à considérer les conséquences de la monstrueuse guerre de 1914-1918 qui a ensanglanté l'Europe et secoué le monde entier.

Cette guerre a amené dans le monde un cataclysme dont nous n'avons pas encore mesuré toutes les conséquences. Bien rares sont les pays et les nations qui ne s'en sont pas ressentis.

Des conséquences politiques, et des conséquences économiques assez graves en ont résulté. Elle a bouleversé l'équilibre qu'il avait fallu des années pour établir ; elle a considérablement enrichi les uns, appauvri les autres, elle a détruit des centres et des régions entières de production.

Tous ces bouleversements économiques ont produit et accru les bouleversements sociaux, et considérablement multiplié les points de friction entre les différentes classes sociales. Plus la difficulté de la vie s'accroît, plus le germe des troubles, des grèves, des révolutions, des émeutes devient grand. Par conséquent, il faut réagir, il faut porter remède, à ce mal qui devient de plus en plus inquiétant, et menaçant pour la civilisation.

Il est douteux que l'humanité et surtout l'Europe puisse supporter encore une fois une pareille catastrophe.

Cette guerre doit être la dernière.

Mais comment ?

Supprimer la guerre et rendre la paix perpétuelle, c'est une impossibilité.

Le désarmement absolu est une chimère.

L'absence d'efficacité des sanctions du droit international, et la méfiance réciproque qui règne entre les Etats (1), ont rendu tous les efforts faits dans ce but, illusoires. Malheureusement beaucoup d'Etats restent encore hostiles à cette voie.

Le feld-maréchal Ludendorff qui jouit d'une grande autorité en Allemagne a publié dernièrement un livre intitulé : *La Conduite de la guerre et la politique* où il prétend que la guerre est la politique extérieure que seule l'on peut suivre. « A l'avenir la guerre, dit-il, sera le dernier et le plus décisif moyen de politique (2). »

Voilà par conséquent, après quatre ans de guerre au lendemain de la paix, quelle atmosphère règne au milieu de l'Europe.

Alors l'effort doit être fait dans un autre sens ; afin de rendre la guerre plus rare ; l'éviter autant que possible, en utilisant pour le règlement des dissentiments entre Etats, d'autres moyens que ceux de la force brutale.

Il faut recourir aux négociations amiables, chercher des solutions pacifiques.

La tâche ne sera pas facile.

L'égoïsme, l'intérêt personnel, les ambitions conquérantes, et le désir de se faire justice soi-même règnent encore dans la vie et l'organisation des certains peuples.

1. Le texte du projet de résolution que la délégation française a présenté le 21 septembre 1922 à la Commission du désarmement fait sortir en évidence toutes ces difficultés, *le Temps*, 1^{re} page, vendredi 22 septembre 1922.

2. Voir le discours de M. Briand à la Conférence de Washington sur le désarmement, 22 novembre. Washington, *le Temps*, 23 novembre 1921.

Le recours aux négociations amiables, l'application des solutions pacifiques supposent d'abord la bonne volonté des Etats, une intelligence de leur part, et surtout l'esprit de justice et de conciliation. Si ces conditions font défaut, on retombera dans le même mal que les générations passées, on retournera toujours du côté de la force brutale. Les puissances signataires du traité de paix (1) soucieuses d'assurer la paix et d'amener la sécurité dans les relations internationales des Etats, ont créé la Société des Nations ; la plus puissante organisation internationale qui ait existé jamais au monde.

C'est à elle qu'incombe la charge de pousser les Etats à entrer dans cette voie des négociations amiables et de recourir aux solutions pacifiques.

C'est elle qui constituera dans l'avenir la plus grande et la plus sérieuse garantie de la paix.

Nous pensons que les Etats en présence du développement acharné de l'armement, devant l'effrayante perspective d'une nouvelle guerre comme celle que nous venons de finir, envisageront sérieusement les solutions pacifiques, non seulement pour de petits conflits mais même pour des différends d'une importance capitale pour lesquels autrefois on n'avait recours qu'aux armes.

Les procédés pour arriver à une issue pacifique sont assez nombreux.

Nous nous proposons d'étudier les principaux : « La Médiation et l'Arbitrage. » Ces deux institutions internationales ont pris de nos jours un grand développement et elles ont amené des résultats satisfaisants tant pour le droit international que pour l'œuvre de la paix.

1. Signé à Versailles le 28 juin 1919.

PREMIÈRE PARTIE

LA MÉDIATION ET L'ARBITRAGE

CHAPITRE PREMIER

LA MÉDIATION

La Médiation est un procédé diplomatique mis à la disposition des puissances à l'occasion d'un conflit ou de disputes qui s'élèvent entre deux ou plusieurs Etats (1).

Son but est de concilier les intérêts divergents des parties et de mettre les bases d'une entente amiable, en évitant le recours à la force, mais en laissant aux parties la liberté de se rallier ou non à la solution donnée par le médiateur (2).

Pour cela le médiateur n'étant pas saisi du différend à titre de juge, mais en celui d'amiable compositeur son rôle est très difficile à remplir. En dehors de l'autorité morale et du prestige qui lui sont indispensables, il doit se montrer de la plus rigoureuse impartialité vis-à-vis des parties. Sa mission est très délicate.

« Ce n'est jamais, en effet, sans de grandes difficultés, dit Calvo, sans faire preuve de beaucoup de modération, d'un esprit très élevé de justice et d'impartialité qu'un tiers

1. Le protocole du 5 décembre 1853 de la conférence de Vienne appelé la Médiation « Intervention amicale en même temps que bons offices ». Kamarowski, *le Tribunal international*, p. 85.

2. Calvo, *Droit international*, 4^e éd., p. 414, t. III.

peut se flatter de concilier des prétentions opposées, de ménager des droits revendiqués comme également incontestables, d'apaiser des ressentiments plus ou moins vifs, plus ou moins *fondés* » (1).

Après avoir été investi par les parties contendantes, de la charge de trouver la solution conciliante qui pourra mettre fin au conflit, il doit prendre connaissance exacte de l'objet du litige, de toutes pièces et documents justificatifs pour être mieux en état de remplir son rôle (2).

Il doit participer aux négociations jusqu'à leur conclusion en prenant part à toutes les explications et discussions qui s'élèvent entre les parties en cause.

C'est ici qu'il existe une grosse différence entre la Médiation et un autre procédé diplomatique avec lequel elle a été souvent confondue : les bons offices.

Si la médiation présente quelques ressemblances avec les bons offices, il ne faut pas les confondre, car le rôle de la puissance médiatrice est plus important et délicat que celui de l'Etat qui interpose ses bons offices (3). Ce dernier se contente seulement de rapprocher les Etats en conflit, sans aucune obligation pour lui de participer aux négociations jusqu'à leur conclusion. Après avoir mis les partis en présence pour discuter pacifiquement sur leurs différends, il se retire ; son rôle est fini. Tandis que les fonctions d'une puissance médiatrice cessent avec la conclusion d'un traité ou par la rupture des négociations (4). »

1. Calvo, *Droit international*, t. III, p. 413.

2. Voir Pasquale Fiore, *Droit international codifié*, art. 809.

3. La distinction faite entre les « bons offices » et la « Médiation » est d'une portée théorique. Les moyens d'action sont identiques par le nature juridique et ne se distinguent que par le degré d'intensité de leur caractère, ainsi que par l'importance de leurs résultats. Voir Note Russe et Rapport Descamps ; G. de Lapradelle, *Revue gén. de droit. international public*, t. VI, p. 758 (1899).

4. Voir Heffter, *Droit international de l'Europe*, par. 88, p. 204.

Une question importante dont il faut parler c'est le concours des parties contendantes dû au médiateur pour le mettre en situation de remplir convenablement la mission qui lui a été confiée. Elle doivent avoir confiance dans la personne choisie par elles comme médiateur, lui communiquer tout ce qui est nécessaire et de nature à résoudre la question en litige, même les négociations qui ont eu lieu jusqu'alors. Par conséquent du moment qu'on accepte la médiation, les parties ne doivent pas empêcher ou troubler le rôle du médiateur ; au contraire, elles doivent faire tout le possible pour lui rendre plus facile la tâche qu'il a acceptée. « Sera tenu pour procédé déloyal le fait de l'une ou l'autre partie de chercher par d'injustifiables réticences à tromper le médiateur (1). »

§ 1. — Le domaine de la médiation

La médiation a un très vaste domaine. Elle peut se produire à l'occasion de toutes sortes de conflits internationaux qui peuvent éclater entre les nations, même ceux qui mettent en jeu l'honneur, l'indépendance ou la souveraineté des Etats.

Cette grande étendue provient, comme nous allons voir un peu plus tard, de son caractère qui est d'être facultatif et non obligatoire comme celui de l'arbitrage.

Calvo (2) dans son *Traité de Droit international* en analysant la médiation dit :

En 1866, lors de la Guerre entre l'Autriche et la Prusse pour la question des duchés danois, Napoléon III pour ramener la paix entre l'Autriche d'une part, la Prusse et l'Italie de l'autre, proposa ses bons offices, au vrai sens des mots. La Prusse et l'Autriche les acceptèrent et dès le 22 juillet, elles signèrent une suspension d'armes qui fut suivie le 26 juillet des préliminaires de Nikolsbourg. Mais la France ne prit part aux négociations, elle se borna à rapprocher les belligérants et après avoir préparé le terrain d'entente, elle se retira, alors qu'elle aurait pu devenir médiatrice et laissa les partis poursuivre seules les négociations.

1. P. Fiore, *Droit international codifié*. L. art. 810.

2. Calvo, *op. cité*, p. 430, t. III.

« La médiation peut embrasser toute espèce de questions internationales, même celles dans lesquelles l'une des parties revendique contre l'autre, un droit d'une évidence incontestable et lutte contre des actes de mauvaise foi caractérisée, comme on l'a vu dans le différend qui divisa, en 1848, le Maroc et l'Espagne (1). »

Des auteurs comme Wheaton et Vattel, vont encore plus loin en ce qui concerne l'étendue de la médiation, en lui attribuant un rôle même dans les dissensions intérieures, dans les guerres civiles.

Voici ce que nous affirme Wheaton dans son traité *Eléments du droit international*. « L'usage approuvé des nations autorise la proposition par un état de ses bons offices où de sa médiation pour l'arrangement des dissensions intérieures d'un autre Etat. Si cette offre de médiation est acceptée, ce fait seul justifie l'intervention (2). »

Wattel (3) nous parle aussi des compromis entre le prince et ses sujets, pour soumettre au jugement d'une puissance amie les contestations qui surgissent entre eux.

« Ainsi, dit-il, les rois de Danemark ont autrefois déféré à

1. Depuis de longues années déjà, le gouvernement marocain, peu soucieux de remplir les engagements internationaux qui le liaient à l'Espagne, ne mettait aucun frein aux attaques à main armée, que ses sujets de la province du Rif se livraient contre la place de Ceuta. Toutes les réclamations adressées à ce sujet par la Cour de Madrid à l'empereur du Maroc avaient été repoussées ou méconnues, et les relations des deux Etats étaient tellement tendues qu'une guerre semblait inévitable.

La France et l'Angleterre offrirent de se constituer comme arbitres du différend. L'Espagne rejeta la proposition, en alléguant qu'elle ne pouvait pas soumettre au jugement des nations étrangères les atteintes portées à sa dignité et à son honneur, et qu'il s'agissait des points clairs et évidents et non d'une question douteuse.

L'offre fut modifiée et le gouvernement de la France et de Londres, afin de prévenir une rupture, se bornèrent à proposer leur médiation qui eut l'heureux résultat de rétablir pour quelque temps la bonne harmonie entre les deux Etats voisins (Calvo, *op. cité*, p. 430, t. III).

2. *Eléments du Droit international*, t. I, p. 94 (1874).

3. Vattel, *Droit des Gens*, t. I, liv. I, ch. IV, p. 197-198.

ceux de Suède par des traités solennels la connaissance des différends qui pourraient naître entre eux et leur sénat ; ce que les rois de Suède ont fait aussi à l'égard de ceux de Danemark. »

« Les princes et les Etats d'Ost-Frise et les bourgeois d'Emden ont de même constitué la république des provinces-unies juge de leurs différends. »

« Les princes et la ville de Neuchâtel établirent, en 1406, le Canton de Berne, juge et arbitre perpétuel de leurs contestations. » Mais les exemples de ces compromis sont très rares dans le droit des gens moderne.

Calvo tout en reconnaissant la pratique de la médiation et de bons offices dans les dissensions intérieures, constate qu'elles se sont produites moins fréquemment que celles employées pour l'arrangement des différends de deux Etats indépendants. « En raison, dit-il, des grandes difficultés pratiques qu'elles soulèvent, les Etats s'y prêtent moins volontiers (1). »

« Ainsi l'Angleterre a vu décliner ses offres de médiation en 1847 entre la reine du Portugal et les insurgés d'Oporto(2). »

« En 1849, unie à la France, elle ne peut non plus faire accepter son entremise officieuse entre le roi de Naples et les insurgés de la Sicile. »

« La guerre civile des Etats-Unis Nord américain donna lieu de la part des nations étrangères, notamment de la part du cabinet de Saint-Petersbourg, à des offres de négociations, qui furent successivement repoussées par le gouvernement de Washington. »

Sur la question de savoir si la médiation peut s'appliquer aux guerres civiles, les auteurs ne sont pas tous d'accord. Il y en a qui sont hostiles à l'idée d'une médiation dans les guerres civiles. « L'exercice de la médiation disent-ils, implique l'existence séparée de chacun des belligérants (2) »

1. Ch. Calvo, *op. cité*, t. III, p. 430.

2. Lawrence, *Commentaire sur les Eléments du Droit international et*

une indépendance qui n'existe pas dans un peuple ou un groupe iusurgé. Accepter la médiation dans un cas pareil, c'est leur reconnaître la qualité de belligérants, et de les accepter, discuter sur le même pied d'égalité avec leurs conducteurs, leurs chefs.

Le rôle du médiateur, l'action médiatrice ne peut s'exercer qu'entre deux pouvoirs indépendants « mais aucune nation ne peut offrir sa médiation entre un Etat et ses sujets engagés dans une guerre civile (1) ». Quant à nous, nous n'hésitons pas à dire que la médiation doit être employée dans les guerres civiles, qui peuvent être aussi préjudiciables que les guerres entre deux peuples indépendants. Il peut arriver qu'une puissance se trouve en proie d'une guerre civile tellement grave, que par son impossibilité de rétablir l'ordre dans le pays, menace non seulement sa sécurité nationale, mais celle des pays voisins, la paix mondiale même. Pourquoi refuser l'exercice de la médiation dans une hypothèse pareille ?

Nous avons déjà dit que la médiation n'est qu'un moyen de conciliation, un acheminement vers une entente amiable ; elle n'est pas obligatoire.

Par conséquent les parties ne peuvent pas mettre en avant pour rejeter les mêmes arguments que pour l'arbitrage obligatoire. Elles n'abdiquent en rien à leur souveraineté ; l'honneur et l'indépendance nationale ne sont point touchés. Les parties restent libres d'accepter ou non les propositions du médiateur.

Nous trouvons que c'est un devoir d'humanité de la part de tous les gouvernements, d'offrir et d'accepter la médiation dès qu'un conflit éclate, sans faire une distinction entre les discussions extérieures et intérieures. « Si cette offre de

sur *l'Histoire des Progrès du Droit des Gens* de Henry Wheaton (1869), 2^e partie. t. II, p. 474.

1. Daniel Dudley Field, *Projet d'un Code internat.*, traduit par Alb. Rolin. L'article 963, p. 695.

médiation est acceptée, ce fait seul justifie l'intervention (1). » L'accomplissement d'un pareil devoir par les puissances ne peut être que nécessaire pour la pacification générale. C'est un devoir conforme à la justice. Il va sans dire que « cela dérive de leur mission la plus élevée, de servir dans la mesure de leur intelligence et de leurs forces à la défense de la justice et de la paix sur la terre (2) ».

§ 2. — Le fondement de la médiation

La médiation peut se produire entre les différents Etats en conflit, sans aucune convention écrite ; dans ce cas, comme nous allons voir un peu plus loin, elle peut être refusée des deux côtés. Mais il peut arriver que la médiation résulte d'une ancienne convention écrite ou d'un traité instituant des clauses de médiation.

Souvent un ou plusieurs Etats s'engagent antérieurement, qu'en cas de dissentiment qui menace le maintien des relations amicales, d'offrir ou d'accepter la médiation avant de recourir aux armes.

Dans tous ces cas la médiation ne peut pas être refusée, car l'acceptation résulte de la convention ou du traité conclu.

Comme exemple d'obligation conventionnelle de recourir à une médiation nous avons le traité de Paris de 1856 qui institue une clause de médiation dans l'article 8 dont le texte est le suivant : « S'il survenait entre la Sublime Porte, et l'une ou plusieurs puissances signataires un dissentiment qui menaçât le maintien de leurs relations, la Sublime Porte et chacune de ces puissances, avant de recourir à l'emploi de la force, mettront les autres parties contractantes en

1. Wheaton, p. 94, *Eléments du Droit international*.

2. Kamarowski, *Tribunal international*, p. 88.

mesure de prévenir cette extrémité par leur action médiatrice (1). »

L'article 12 de l'acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885 contient une clause semblable, et pour le même cas les mêmes puissances se réservent le droit de recourir à la procédure de l'arbitrage (2).

Comme troisième exemple nous citons le traité du 28 avril 1894, conclu entre l'Espagne et la Colombie dans l'article 1^{er} prévoit : en dehors des cas où l'arbitrage est obligatoire, le recours à la médiation ou les bons offices d'un gouvernement ami toutes les fois qu'ils ne s'entendent pas sur l'arbitrage (3). De pareils traités ont été conclus par l'Espagne avec plusieurs pays (4).

La médiation peut aussi reposer sur un traité de garantie.

Wheaton en analysant le droit de la médiation dit : « Le droit de médiation peut être aussi fondé sur des conventions positives telles que des traités de médiation et de garantie. » Par le traité de garantie une ou plusieurs puissances s'engagent à garantir et à maintenir au profit d'une autre puissance l'intégrité, l'indépendance de son territoire, et de la défendre par des moyens pacifiques ou par les armes. Le devoir d'une puissance garante est d'examiner la cause du conflit intéressant l'Etat garanti, et de chercher une solution pacifique, avant que la force impose sa loi.

Ainsi à l'époque de la paix de Westphalie (1648) la France et la Suède garantirent d'un commun accord la constitution de l'Empire germanique, et formèrent de cette manière une médiation éventuelle (5).

1. De Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. VII, p. 63 (1856-1859).

2. De Clercq, *op. cit.*, t. XIV, p. 454 (1883-1885).

3. Fouchault, *la Médiation*, p. 209. Thèse 1900.

4. Avec l'Uruguay, 19 juillet 1870 ; avec le Vénézuëla, 20 mai 1882 ; Honduras, 1894 ; avec le Pérou, 14 août 1897.

5. Wheaton, *op. cit.*, p. 94.

On peut citer encore la médiation des grandes puissances en faveur de la confédération helvétique (1).

Dans tous ces cas, les parties ne peuvent pas refuser la médiation, car elles sont liées par une convention ou par un traité antérieurement conclu.

Mais cette obligation incombe aux parties en ce qui concerne l'offre et l'acceptation de la médiation; quant à la solution donnée par le médiateur, elles demeurent libres de s'y rallier ou non.

Les propositions du médiateur restent toujours un conseil amical, soumis à la volonté des parties.

§ 3. — Les diverses formes de médiation

Regardons maintenant les diverses formes de médiation.

On distingue en effet la médiation demandée et la médiation offerte.

Elle est demandée lorsque l'un des Etats en conflit propose à l'autre de recourir à une médiation; elle est offerte lorsque l'initiative est prise par une puissance étrangère au litige. Il n'y a pas une convention écrite à cet égard. Dans ces cas la médiation peut être refusée, sans que ce refus puisse être considéré comme une offense. Dans l'histoire, les exemples de refus ne manquent pas.

La Suède a refusé en 1643 la médiation du Danemark. La Porte en 1827 celle de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie (2).

En 1812, le gouvernement russe offrit sa médiation dans les différends survenus entre l'Angleterre et les Etats-Unis.

1. L'organisation de la confédération helvétique a été préparée en 1813 sous la médiation des grandes puissances alliées, et ensuite reconnue par elles au Congrès de Vienne comme la base du pacte fédéral de la Suisse (Calvo, *op. cit.*, p. 415).

2. Rivier, *Droit des Gens*, t. II, p. 165.

Ceux-ci acceptèrent la médiation mais l'Angleterre la déclina (1).

L'Autriche a décliné aussi en 1848 la médiation anglaise.

Enfin un exemple plus récent celui de la Serbie, qui en 1914 avait demandé à l'Europe une médiation en vue d'un règlement pacifique du conflit avec l'Autriche.

Mais ni l'Autriche, ni l'Allemagne qui voulaient la guerre, n'ont consenti à accepter cette médiation (2).

La médiation collective et individuelle. — La médiation peut être aussi individuelle ou collective.

Elle est individuelle quand elle est exercée par une seule puissance ; c'est d'ailleurs le cas auquel les Etats en conflit ont le plus souvent recours. Mais il peut arriver, quand la question à résoudre est plus compliquée, que les parties en cause, au lieu de s'adresser à l'action médiatrice d'une seule puissance, soumettent leurs divergences à l'examen de plusieurs Etats.

C'est le cas de la médiation collective. Elle s'exerce d'habitude au moyen de congrès et de conférences.

Voici ce que nous affirme Pradier Fodéré dans son *Traité de Droit international public*, sur cette question : « Le congrès et les conférences sont en effet un moyen auquel les Etats ont parfois recours pour aplanir et concilier collectivement et en commun les différends internationaux, particulièrement ceux qui portent sur des questions d'intérêts complexes (3) ».

Calvo reconnaît aussi que les congrès et les conférences

1. La même puissance assumait le même rôle entre les mêmes puissances pour l'interprétation de la clause du traité de Gand relative à la restitution des esclaves fugitifs ou capturés. La médiation aboutit à une déclaration qui servit de base à la convention du 12 juillet 1822 (Calvo, *op. cit.*, p. 415-416).

2. Cas cité par M. Charles Dupuis, *Droit des Gens*. Cours à l'école libre des Sciences politiques, p. 69, 1921-1922.

3. Pradier Fodéré, *Traité de droit internat. public, européen et américain*, titre II, II^e partie, p. 219 (1885-1906).

ont été tenues souvent pour résoudre un grand nombre de questions importantes (1).

La médiation collective présente dans la pratique plus d'avantages et d'efficacité que la médiation individuelle. Les solutions et les propositions émises par plusieurs états réunis dans un congrès ou dans une conférence ont plus d'autorité, et plus de garantie pour les parties et par conséquent elles constituent un moyen plus efficace de prévenir la guerre et d'assurer le respect du droit.

C'est l'opinion de plusieurs auteurs. « La médiation collective, dit Kamarowski, est préférable par elle-même ; elle présente en effet plus de garantie par la conduite impartiale et réfléchie de plusieurs puissances, se chargeant collectivement de la médiation. Elle est conforme à l'idée d'union internationale et possède en pratique beaucoup plus d'efficacité que la médiation isolée (2) ».

De même, Heffter fait remarquer dans son *Traité de Droit international de l'Europe* que : « Les avantages d'un congrès sur des simples négociations particulières sont évidents bien que la pratique ne conseille pas toujours d'y avoir recours (3). »

Dans le traité de Paris du 30 mars (1856) une stipulation de médiation collective se trouve inscrite. Ce traité est celui qui a mis fin à la guerre de Crimée (4). Il a été conclu entre la France, l'Angleterre, la Sardaigne, la Russie, l'Autriche, le roi de Prusse, et enfin la Turquie. Ensuite les médiations collectives exercées par les puissances dans les affaires gréco-turques de 1868-1869 affaire de Crète (5) et en

1. Calvo, *op. cit.*, p. 408, t. III.

2. Kamarowski, *le Tribunal international*, p. 91.

3. Heffter (A.-G.), *Droit international de l'Europe*, Liv. III, p. 544.

4. L'article 8 déjà cité du Traité de Paris (1856). De Clercq, t. VII, p. 63.

5. On a reproché à la Conférence de Paris (1869) qui avait examiné le différend entre la Grèce et la Turquie, au sujet du soulèvement de l'île de Crète, que les parties ont été mises par la Conférence dans des conditions

1878-1881 affaire des frontières grecques. Le traité de Berlin 13 juillet (1878) dans l'article 24 (1) contient aussi une clause de médiation collective, car il dit : « Dans le cas où la sublime Porte et la Grèce ne parviendraient pas à s'entendre sur la rectification des frontières indiquées dans le treizième protocole du Congrès de Berlin, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie se réservent le droit d'offrir leur médiation aux deux parties pour faciliter les négociations. »

Nous trouvons aussi une stipulation de médiation collective des puissances dans l'article 12 du traité de Berlin (1885 26 février) dont nous avons parlé, quand nous avons abordé la question du fondement de la médiation. Ici les puissances en cas de conflit s'engagent aussi à recourir à la médiation d'une ou plusieurs puissances amies (2).

En effet, les Etats ont presque toujours recouru à une médiation collective, aux conférences et aux congrès de plusieurs puissances, quand il s'agissait de questions très délicates et d'une grande importance.

§ 4. — Le devoir de médiation

Une question importante en cette matière et dont il faut tenir compte, c'est de savoir si il y a un devoir de médiation, si les Etats neutres sont obligés, au moment où un conflit éclate, d'offrir ou d'accepter la médiation.

Comme nous l'avons déjà affirmé la médiation est un acte amical, à l'occasion des disputes qui s'élèvent entre deux ou plusieurs Etats ; elle ne constitue pas une obligation pour les parties. Pour qu'elle se produise, il faut le consen-

inégales. La Turquie y était admise avec voix consultative qu'on a refusé à la Grèce. Voir Kamarowski, p. 98.

1. De Clercq, *op. cit.*, t. XII, p. 326 (1877-1880).

2. De Clercq, t. XIV, p. 454.

tement et l'acceptation formelle des parties en cause. Le refus d'une seule partie empêcherait la médiation de s'exercer, car aucun Etat ne peut être contraint de l'accepter.

Les puissances neutres peuvent intervenir et offrir leur médiation, pour ramener les bons rapports entre deux nations divisées par un différend, mais rien ne les y oblige. Il existe un droit, une faculté d'offrir ou d'accepter la médiation pas un devoir (1).

Mais sur cette question les auteurs ne sont pas d'accord.

D'après certains auteurs les Etats neutres non seulement ne sont pas obligés de proposer leur médiation entre deux Etats en conflit, mais ils conservent même le droit de ne pas accepter le rôle de médiateur, lorsqu'il est offert. Selon L.-B. Hautefeuille, l'acceptation du rôle de médiateur ne constitue pas un devoir d'humanité.

« Le rôle du médiateur, dit-il, peut sans doute être accepté par un prince neutre, lorsqu'il est offert, mais cette acceptation n'est pas un devoir d'humanité (2). »

Alph. Rivier ne reconnaît pas non plus une obligation ou un devoir de médiation et en analysant une affirmation de Bulmerincq, il s'exprime ainsi : « cette manière d'envisager les bons offices et la médiation n'est pas encore admise généralement et il faut s'en féliciter (3) ».

Calvo distingue entre les circonstances dans lesquelles la médiation se produit, des divers intérêts qui peuvent se trouver en jeu. Voici comment il s'exprime à ce sujet : « certaines médiations, dans les circonstances où elles se produi-

1. En 1877, la Turquie a demandé la médiation des puissances neutres, lorsque la Russie lui déclara la guerre. Mais les puissances ont répondu par une neutralité. Voir M. Charles Dupuis, *op. cit.*, p. 73. De même en 1911 au moment de la guerre entre la Turquie et l'Italie.

2. Hautefeuille, *Des droits et des devoirs des nations neutres*, t. I, p. 470.

3. D'après Bulmerincq la médiation est une obligation pure et simple. (Voir Rivier, t. II, *op. cit.*, p. 162.

sent, peuvent assumer un caractère de prépotence, d'hostilité déguisée, blessant pour ceux à qui elles sont offertes ; d'autres, au contraire, se justifient en quelque sorte d'elles-mêmes par la gravité des complications indirectes qu'elles tendent à prévenir, ou par le sentiment de mutuelle bienveillance et d'humanité qui les inspire (1) ».

Pour d'autres auteurs, il y a un devoir de médiation. Hubner (2) Kamarowski (3) considèrent comme un devoir de tous les Etats de faire tout le possible, et d'exercer une action diplomatique pour arriver à la solution des différends par la voie d'une négociation pacifique « cela dérive, dit Kamarowski en parlant de l'obligation de médiation, de leur mission la plus élevée de servir dans la mesure de leur intelligence et de leurs forces, à la défense de la justice et de la paix sur la terre ».

Pour Bulmerincq que nous avons déjà cité les bon offices et la médiation aussi « ne sont pas un service d'ami qui peut être rendu ou refusé à volonté, mais un devoir imposé par la communauté internationale (4) ».

Nous nous rangeons à l'opinion émise par M. Kamarowski et Hubner qui soutiennent que « c'est un devoir d'humanité » d'offrir et d'accepter la médiation dès qu'un conflit grave éclate entre deux ou plusieurs Etats. Un pareil devoir est nécessaire pour les rapports internationaux et pour la pacification du monde. D'ailleurs, c'est dans l'intérêt des peuples d'éviter autant que possible un conflit et d'écarter une guerre qui pourra naître. Les Conférences de la Haye (1899 et 1907) se sont occupées de cette question. Mais elles n'ont pas changé le caractère facultatif de la médiation. Mais les conférenciers toujours soucieux de perfectionner, et de rendre plus fréquente cette solution

1. Calvo, *op. cit.*, p. 414.

2. Hubner, *De la saisie des bâtiments neutres*, t. I, p. 44.

3. Kamarowski, *op. cit.*, p. 88.

4. Voir Rivier, *Droit des Gens*, t. II, p. 162.

pacifique, ont proclamé le devoir moral des Etats d'offrir leur médiation. Car l'article 3, § 1^{er} de « la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux » dit : « Indépendamment de ce recours, des puissances signataires jugent utile et désirable (on ajoute en 1907) qu'une ou plusieurs puissances étrangères en conflit offrent, de leur initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent leurs « bons offices » ou leur médiation, aux Etats en conflit » (1). En effet, les conférences ne font aucune distinction entre les conflits ; elles recommandent l'offre de la médiation dans tous les cas, même si les dissentiments entre les parties ne sont pas graves (2) et cela dans le but de lui donner une certaine extension.

1. Renault, *Recueil des textes arrêtés*. Les deux Conférences de la Haye p. 15.

2. Les mots « dans les cas de dissentiments graves ou de conflits entre Etats civilisés concernant des questions d'intérêt politique » qui figuraient dans le projet russe ont été supprimés (art. 5). Procès verbaux du comité d'examen de la troisième commission p. 6 et 7 (Voir aussi M. G. de Lapradelle dans la *Revue gén. de droit international public*, t. VI, 1899, p. 764).

CHAPITRE II

L'ARBITRAGE INTERNATIONAL

CARACTÈRES GÉNÉRAUX

Nous passons maintenant à l'examen d'une autre solution pacifique internationale, à l'arbitrage international.

« Il y a arbitrage international, dit Calvo dans son traité de *Droit International* lorsque deux Etats, ne pouvant s'entendre entre eux pour vider un différend, délèguent d'un commun accord à une ou plusieurs autres puissances le soin de décider et de statuer comme juges en dernier ressort, par analogie à ce qui se fait entre particuliers pour affaires d'un caractère civil ou commercial (1). »

L'article 15 de la convention de La Haye de 1899 relatif au règlement pacifique des conflits internationaux, donne la définition suivante : « L'arbitrage internationale a pour objet le règlement des litiges entre Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit (2). »

L'arbitrage suppose un jugement, une sentence obligatoire pour les parties. Par conséquent les arbitres ont pour mission d'appliquer le droit.

Le rôle de l'arbitre est donc nettement différent de celui du médiateur dont les conseils et les recommandations peuvent ne pas être toujours strictement conformes à l'application des règles du droit.

« Du fait que les parties ont confié à des arbitres le soin

1. Calvo, *op. cit.*, t. III, p. 432.

2. Renault, *Les deux conférences de La Haye*, 1899-1907, p. 16.

de trancher une difficulté, ils consentent par là à se soumettre à la décision de ceux-ci (1). »

Tous les publicistes et les jurisconsultes se sont occupés de l'arbitrage international, et ils se sont trouvés d'accord pour approuver cette institution, et lui réserver une place assez importante parmi les autres solutions pacifiques internationales.

Vattel dans son traité du *Droit des Gens* en parlant de l'arbitrage dit : « L'arbitrage est un moyen très raisonnable et très conforme à la loi naturelle pour terminer tout différend qui n'intéresse pas directement le salut de la nation (2). »

Pasquale Fiore considère l'arbitrage comme « le moyen le plus efficace de régler un différend et le plus conforme à la dignité civile des deux nations consentantes (3). »

« C'est la soumission à un arbitrage, dit Heffter, qui restera toujours la voie la plus équitable, quoiqu'elle ne réussisse pas toujours à mettre un terme aux contestations internationales (4). »

Kamarowski dans son traité *Le Tribunal International*, affirme que : « L'arbitrage est effectivement un moyen commode de résoudre les difficultés internationales, dans le cas où les parties ne peuvent arriver à une entente et alors que le différend ne justifie pas le recours à la guerre (5). »

De même Rouard de Card et d'autres auteurs encore, voient dans l'arbitrage « un excellent moyen de règlement des différends entre Etats quand des intérêts considérables sont en jeu (6) ».

Toutes les réunions pacifiques, et les conférences, surtout

1. Blunfsehli, *Droit International codifié*, p. 288.

2. Vattel, l. II, t. II, ch. 18, p. 306.

3. Pasquale Fiore, *Droit International public*, t. II, p. 206.

4. Heffter, *op. cit.*, p. 208.

5. Kamarowski, p. 206.

6. Rouard de Card, *L'arbitrage International*, p. 55-56.

celle de la Haye (1899 et 1907) en se préoccupant de cette institution, ont proclamé les mérites de l'arbitrage, et ont toujours montré un désir de le rendre plus fréquent dans les relations entre Etats.

§ 1. — Son domaine

Son domaine est beaucoup plus restreint que celui de la Médiation et des bons offices, et cela à cause de son caractère de jugement obligatoire, de procès régulier, et de la sentence judiciaire qui intervient.

En général, il ne peut porter que sur des contestations de nature juridique, questions d'indemnités, d'interprétation et d'exécution des traités antérieurement conclus. Les questions plus complexes, de nature politique, de nationalité et souveraineté ; en résumé les hauts intérêts d'un peuple se soustrairont toujours à ce mode de règlement pacifique.

« Jamais les Etats en possession de quelque force de résistance, dit Rivier, ne s'inclineront devant un juge lorsqu'il s'agira de leurs intérêts suprêmes ou réputés tels (1). »

Si nous examinons les opinions des publicistes émises sur les cas auxquels l'arbitrage est applicable, nous constatons qu'elles diffèrent.

Pour Calvo « l'arbitrage peut porter sur toute espèce de désaccord ou de débat international hormis ceux dans lesquels l'honneur ou la dignité nationale sont directement en jeu et qui relèvent d'un sentiment intime, pour ainsi dire personnel, dont un Etat tiers ne saurait se rendre juge (2) ».

Bluntschli range au nombre des questions susceptibles de décision arbitrale « les questions des dommages, d'étiquette et autres, qui ne menacent ni l'existence, ni le développe-

1. Rivier, *op. cit.*, p. 179.

2. Calvo, *op. cit.*, t. I, p. 790.

ment des Etats (1) ». Kamarowski exclut toutes celles « qui présentent un caractère politique (2) ».

Geffeken croit que les seules questions susceptibles d'arbitrage sont celles qui revêtent une forme judiciaire et il exclut les questions politiques (3) ».

Rouard de Card en examinant l'arbitrage et son étendue, exclut les questions qui menacent « l'indépendance et la souveraineté (4) ».

Il y a d'autres auteurs comme M. Revon, qui trouvent que les questions politiques et d'honneur peuvent être soumises aux arbitres, et dans son traité : *L'arbitrage international* dit : « Quant aux questions politiques, nous ne pouvons partager l'opinion des jurisconsultes, qui les regardent comme dépassant la compétence arbitrale. C'est même l'une des hypothèses où leur intervention pourrait être la plus utile et répondrait le mieux à l'idéal de pacification générale qui est l'essence de l'institution (5) », ensuite sur les questions d'honneur, il continue : « nous n'hésitons pas à nous ranger du côté de cette dernière opinion ». Ici, l'auteur fait allusion à l'opinion du Bulmerincq (6), qui admet la compétence arbitrale sur cette question.

§ 2. — Les formes qu'il peut revêtir

L'arbitrage peut se présenter sous deux formes : facultatif et obligatoire.

Il est facultatif quand il est institué après que le conflit a éclaté entre les parties. Dans ce cas, les parties en cause sont libres d'y recourir où non ; il faut toujours un consen-

1. Bluntschli, *Droit international codifié*, art. 498, p. 290.

2. Kamarowski, *op. cit.*, p. 317.

3. Geffeken, *Revue de Droit international*, 1881, p. 22.

4. R. de Card, *l'Arbitrage int.*, p. 56; *Les Destinées de l'Arbitrage international*, 213.

5. M. Revon, *L'Arbitrage international*, ch. III, p. 504.

6. Voir Kamarowski, *op. cit.*, p. 320.

tement et une acceptation des parties consentantes et de l'arbitre, pour que l'arbitrage facultatif se produise.

Avant de recourir à ce procédé, les parties signent une convention, un engagement spécial qui s'appelle compromis.

Le compromis est un acte obligatoire, un véritable contrat pour les parties ; il constitue la base et l'élément essentiel de l'arbitrage international (1).

Les auteurs ont reconnu unanimement que du fait qu'il a été signé, il en résulte des obligations pour toutes les parties signataires.

M. Mérignhac dans l'arbitrage international, après avoir défini le compromis dans la sphère internationale, dit : « il est un acte absolument obligatoire, un contrat qui lie les nations aussi bien que les individus (2) ».

Les conférences de La Haye de 1899 et 1907 se sont occupées aussi de cet acte, et dans les articles 31 de la convention de 1899 et l'article 52 de la convention de 1907, les puissances signataires ont consacré presque les mêmes principes. « Les puissances qui recourent à l'arbitrage, dit l'article, signent un acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale (3) ».

1. M. Revon dans son traité, *L'Arbitrage international* voit l'origine du compromis international dans le compromis du droit interne, le compromis de la législation civile. « C'est dans ce système de droit interne, dit-il, qu'il faut voir la véritable origine des théories sur l'arbitrage désormais élargies, étendues, prolongées dans le domaine international », chap. I, p. 100.

2. Mérignhac, *L'Arbitrage international*, liv. II, ch. I, p. 156; *Traité théorique et pratique* (Voir aussi Kamarowski, *Le Tribunal international*, p. 302 et suiv., et M. de Martens, *Précis de droit des Gens*, p. 20, t. II).

3. Renault, *Les deux Conférences de La Haye*, p. 20 et 81.

Pour que le compromis soit valable, il doit remplir quelques conditions.

En général les conditions qui sont demandées pour sa validité sont les mêmes que celles qui concernent les conventions en général ; c'est-à-dire le consentement, la capacité des parties et surtout l'objet (1).

Les parties doivent donner leur consentement. Le consentement doit être donné par des personnes ayant qualité pour engager l'Etat, il doit être exempt de vices qui puissent l'altérer. Les parties sont libres de signer un compromis, personne ne les oblige.

En ce qui concerne la capacité, pour l'Etat la capacité est la règle ; l'incapacité l'exception (2).

Quant à l'objet, il faut qu'il soit tout d'abord bien déterminé dans le compromis et licite, c'est-à-dire qu'il ne soit pas contraire au droit international et à l'ordre public. Mais en dehors de cela toute espèce de litige peut faire l'objet d'un compromis si les parties consentent.

L'objet doit être bien déterminé. Voilà ce que nous dit Vattel (3) à ce sujet : « Le compromis doit comprendre le sujet de la contestation, les prétentions respectives et opposées, les demandes de l'un et les oppositions de l'autre ». L'objet du compromis peut comprendre deux catégories de questions : de fait quand il s'agit d'appliquer à des faits contestés des règles de droit incontestées par exemple, en ce qui concerne les frontières. C'est par exemple le contesté

1. Voir Langlade, *De la Clause compromissoire*, p. 187 et Rivier, *op. cit.*, p. 178.

2. Langlade, p. 192-193. Ainsi les Etats souverains concluront directement les conventions d'arbitrage ; ceux faisant partie d'une union réelle ou d'une fédération les concluront par l'intermédiaire de l'autorité commune qui les représente vis-à-vis des Etats étrangers. Pour les Etats mi-souverains, pour les Etats protégés, il faudra suivre les règles établies, par les traités internationaux, entre eux et l'Etat qui a sur eux le droit de suzeraineté, de protectorat.

3. Vattel, *op. cit.*, t. II, p. 306.

franco-brésilien réglé le 10 avril 1897 par arbitrage en vertu d'un compromis. Voici de quoi il s'agissait : Il y avait entre les deux cabinets de Paris et de Lisbonne, au sujet de la Guyane, une contestation de frontières, remontant au commencement du xviii^e siècle. En effet, le Traité d'Utrecht en 1713, avait fixé la limite de la Guyane française à l'Oyapock ou rivière de Vincent Pinçon ; or ce sont deux cours d'eau différents et fort éloignés l'un de l'autre. Le territoire intermédiaire était donc contesté ; par la suite le Portugal avait cédé ses droits au Brésil et c'est en 1897 que la contestation prit fin par l'arbitrage (1). Il peut arriver que le compromis porte sur un point de droit, c'est-à-dire que le point de droit soit contesté. C'est ce qui est arrivé pour l'incident assez grave franco-allemand, et qui a été résolu par l'arbitrage. Chacune des deux puissances pouvait invoquer des points de droit qui conduisaient à des solutions quelque peu contradictoires. Voici ce qui s'était passé : Des Allemands, incorporés dans la Légion étrangère française, avaient déserté au Maroc et s'étaient réfugiés chez leur consul. Ce Consul les accueillit et chargea un de ses agents de présider à leur embarquement pour l'Allemagne. Mais sur le pont du navire, un sous-officier français appréhenda les déserteurs ; l'agent protesta et bientôt un pugilat s'en suivit entre déserteurs, sous-officier, agent et soldats français venus à la rescousse. Le gouvernement allemand protesta vivement contre cet acte. Voici quelle fut la réponse française : il s'agit de soldats français qui ont déserté, nous avons le droit de les arrêter et de les juger. Les Allemands répondirent : En pays de capitulations, comme au Maroc, les consuls ont un droit de protection sur leurs ressortissants ; or ces Allemands qui ont déserté étaient sans doute des soldats incorporés dans l'armée française mais n'en restaient pas moins des

1. Exemple cité par M. Dupuis dans son cours (1921-1922). *Droit des gens*, p. 116.

ressortissants allemands et ils avaient le droit de se faire défendre par leur consul. On se trouvait donc ainsi en présence de deux règles de droit parfaitement défendables. On soumit le conflit à un arbitrage (1). Souvent des points de fait et de droit sont concurremment soumis aux arbitres par le compromis. C'est le cas de l'arbitrage de Genève de 1872 où le Tribunal devait tout d'abord examiner d'une manière générale si l'Angleterre avait conformé sa conduite aux règles de la neutralité et décider ensuite séparément pour chaque navire, si par un acte ou une négligence quelconque elle avait violé ces règles (2). Dans le compromis, en dehors de sujet du litige les parties peuvent indiquer les noms des arbitres, les limites de leurs pouvoirs, le procédé employé pour les choisir, le lieu de leur réunion, les délais, et les règles de procédure.

Quelquefois le compromis contient des dispositions réglementaires et les principes déterminés, devant servir de règle à la décision. Le compromis finit par des nouveaux engagements intervenus entre les parties en litige, par l'expiration du délai stipulé, par le décès ou l'empêchement de l'arbitre; par la sentence rendue qui a entre les parties, comme nous allons le voir un peu plus loin, l'autorité d'une transaction régulière.

Il prend fin aussi par la volonté commune des parties; celles-ci tombant d'accord pour le résilier, ou par l'extinction de l'obligation qui fait l'objet du litige (3).

Un compromis particulièrement intéressant est celui qui fut conclu entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique par le traité de Washington du 8 mai 1871 en vue de

1. Ch. Dupuis, *op. cit.*, p. 117.

2. Dans l'article 6 du Traité de Washington de 8 mai 1871, on pose trois règles sur les devoirs des neutres et qui sont connues sous le nom de Règles de Washington. Les arbitres devaient appliquer ces trois règles (Merignhac, *op. cit.*, p. 72-73).

3. Rivier, *op. cit.*, p. 188.

régler amicalement les divergences nées de la conduite de l'Angleterre durant la guerre de sécession. Les parties contractantes y prévoyaient que la question sera déférée à un Tribunal arbitral, le nombre des juges, leur nomination, le lieu de leur réunion, les questions qui seront soumises aux arbitres, le mode d'examen, et de prendre la décision ; le compromis envisage aussi le cas de mort, d'absence ou incapacité de l'un des arbitres, enfin que les arbitres doivent se gouverner selon les trois règles sur les devoirs des neutres contenues dans l'article 6 du traité de Washington (1). C'est le cas le plus considérable d'arbitrage ; il présente en effet une importance toute particulière, par l'objet considérable du litige. Voici de quoi il s'agissait : au cours de la guerre de sécession, les Etats confédérés du Sud, en révolte contre le Nord pour la question de l'esclavage, comme on le sait, se trouvaient dans une situation d'infériorité vis-à-vis des Etats-Unis du Nord au point de vue naval, en ce qu'ils ne possédaient pas des navires de guerre. Ils eurent alors recours à l'expédient suivant : ils achetèrent des navires de commerce aux Anglais et ils les équipèrent en corsaires. De plus les Anglais ont donné une très large hospitalité à ces corsaires sudistes, surtout de se ravitailler chez eux. A la fin de la Guerre, les Etats-Unis ont adressé une grande liste de réclamations à l'Angleterre à cause des grandes pertes subies par les Américains, surtout en matière de commerce.

Les Américains des Etats-Unis prétendaient que tous ces dommages provenaient de la conduite de l'Angleterre. Après des discussions très longues et qui se sont envenimées jusqu'au point de laisser croire que l'opposition des deux Etats pourrait entraîner une guerre, l'Angleterre a cependant pris le parti sage de s'incliner devant les prétentions américaines. Le 8 mai 1871 par le traité de Washington les deux puissances déférèrent à l'examen d'un arbitrage toutes les récla-

1. Rivier, *op. cit.*, p. 176 et Mérignhac, *op. cit.*, p. 72-73.

mations résultant des actes commis par les navires susmentionnés, et connus sous la désignation générale de « The Alabama Claims ». Le Tribunal prévu par le compromis conclu, comprenait 5 membres, il se réunit à Genève le 15 décembre, et commença ses travaux. Les Etats-Unis dans leur mémoire avaient divisé leurs réclamations en deux catégories : réclamations directes et réclamations indirectes. Par les réclamations directes ils entendaient réclamer une indemnité pour les dommages directement causés aux navires et à la fortune américaine par les corsaires sudistes ; par celles indirectes, des indemnités à raison des dommages indirects, ainsi les dépenses nécessitées par la prolongation de la guerre, et les pertes résultant de l'augmentation des primes d'assurance maritime (1).

Le Tribunal de Genève prononça le 14 septembre 1872 sa sentence par laquelle il condamnait l'Angleterre à payer aux Etats-Unis, en bloc, la somme de 15.500.000 dollars en or avec les intérêts, à titre d'indemnité pour toutes les réclamations qui avaient été soumises à son appréciation (2).

Un autre arbitrage important dans le xix^e siècle, toujours pour des réclamations des indemnités de guerre, est dans l'affaire de Portendick.

Pendant la guerre que la France soutenait contre les Maures, des navires anglais furent capturés par des navires français sur la côte de Portendick. Les commerçants anglais qui avaient eu à souffrir de cette mesure élevèrent des réclamations, et demandèrent des indemnités. Des négociations s'ouvrirent entre les deux gouvernements et se prolongèrent quelque temps sans amener aucune solution. Les cabinets anglais et français décidèrent alors que l'affaire serait soumise à l'arbitrage du roi de Prusse. Le 9 novembre 1843 fut rendue une sentence qui condamnait la France à payer une

1. Le Tribunal n'a pas tenu compte des pertes indirectes.

2. R. de Card, *Arbitrage international dans le P. Pr. et Av.*, p. 73.

somme d'argent aux commerçants anglais lésés par la non-notification du blocus (1).

La seconde forme de l'arbitrage est l'arbitrage obligatoire.

Il peut arriver quelquefois que le compromis soit conclu par les parties en vertu d'un traité, ou plutôt en exécution d'un traité instituant une clause compromissoire.

Par cette clause elles s'engagent réciproquement et antérieurement, de recourir à un arbitrage en cas de conflit ou de contestation que, par exemple, le contenu ou l'application d'un traité fera naître. Dans ce cas, l'arbitrage, est obligatoire, car les parties sont obligées d'y recourir.

La clause compromissoire comme toute autre disposition d'un traité fait la loi des parties. Celles-ci ne pourraient s'y soustraire sans commettre une violation du droit des gens.

La clause compromissoire a toujours figuré dans quelques traités, mais elle n'est devenue d'un usage fréquent que dans le XIX^e siècle. Voici quelles circonstances contribuèrent à la vulgariser :

En 1873, Mancini inspiré par l'exemple donné par le parlement anglais (2), demande à la chambre, qu'elle propose au gouvernement royal d'introduire dans les traités « une clause portant que les difficultés relatives à l'exécution des pactes internationaux, seraient déferées à des arbitres, de persévérer dans une initiative déjà prise, en vue de rendre uniformes, dans l'intérêt des peuples respectifs, les règles du droit international privé ». La chambre adopta le projet (3).

1. Calvo, *op. cit.*, p. 444, t. III et Rouard de Card, *L'Arbitrage international*, p. 57 et 58.

2. En juillet 1873 le parlement anglais vota la motion de Sir Henry Richard, tendant à supplier la Reine de vouloir bien charger son principal secrétaire aux affaires étrangères de s'aboucher avec les autres puissances en vue de perfectionner le droit des gens et d'établir un système permanent d'arbitrage international. M. Revon, *op. cit.*, p. XI et suiv.

3. Revon, *op. cit.*, p. XI et suiv. Introduction.

L'exemple donné par les parlements anglais et italien fut suivi par les autres gouvernements européens et plusieurs traités à clause compromissoire furent conclus.

Ainsi fut conclu le traité du 11 décembre 1882 par l'Italie et la Belgique. Ce traité garantit l'égalité des droits civils aux étrangers comme aux nationaux, la liberté réciproque de commerce et de navigation, de possession et de disposition des biens, la protection des marques de fabrique, des dessins et modèles industriels. Le traité contient des dispositions pour l'importation et le transit des marchandises par des navires à voiles, les bateaux à vapeur et les ports. Il détermine, en outre, qu'en cas de divergence dans l'interprétation et l'exécution du traité, les hautes parties contractantes se soumettent à la décision d'une commission d'arbitrage (1).

Le traité du 16-28 mars 1883 avec le Monténégro (art. 17)(2).

Dans le traité conclu par l'Italie avec la Grèce (1889) (3) et avec l'Angleterre, le 15 juin 1883, on stipule réciproquement la pleine liberté d'exercer le commerce, de posséder, d'acheter et de transmettre tous les biens, la protection des brevets d'invention etc... Un protocole additionnel de 15 juin 1883 renferme le pacte compromissoire pour tous les différends qui pourraient se produire touchant l'interprétation ou l'exécution du traité (4).

Le traité anglo-portugais du 14 mars 1891 (5) ; enfin la convention consulaire entre la Roumanie et l'Italie à la date des 5 et 17 août 1880 (6).

Le traité de commerce passé par la Suède et la Norvège avec le Mexique (29 juillet 1885), etc. (7).

1. *Revue de Droit international*, p. 518 (1883).

2. *Journal de Droit Internat. privé*, p. 219 (1884).

3. Rouard de Card, *Les Destinées de l'arbitrage*, p. 174.

4. *Revue de dr. international*, p. 518 (1883). R. de Card, p. 174.

5. R. de Card, p. 176, *Les Destinées*.

6. *Archives diplomatiques*, 1882-83, p. 32.

7. Rouard de Card, *Les Destinées*, p. 176.

La clause compromissoire peut se présenter sous deux formes : spéciale et générale.

La clause compromissoire est spéciale quand des parties s'engagent de soumettre au jugement des arbitres seulement des questions déterminées ; des dissensions relatives à l'application d'un traité insérant cette clause, par exemple : le contenu, termes obscurs, interprétation, etc. Les exemples que nous avons plus haut cités, sont des traités à clause spéciale.

Ainsi le traité anglo-portugais du 14 mars 1891 conclu à l'effet de délimiter les possessions respectives des deux Etats en Afrique (1) est un traité à clause compromissoire spéciale, car il décide que seulement les contestations relatives à cet objet seront soumises à l'arbitrage. Il laisse parfaitement voir que pour des questions d'autre nature, les parties sont libres de choisir un autre moyen de règlement.

Notons encore les traités de délimitation du Portugal et l'Etat indépendant du Congo du 25 mai (1891). Dans ces deux traités, les parties s'obligent à recourir à l'arbitrage d'une ou plusieurs puissances amies seulement pour le règlement des différends que leur application feront naître (art. 5 et 6) (2).

Par conséquent il s'agit toujours de questions et d'interprétation de tracé, de frontières, etc. Les traités de ce genre sont assez nombreux partout, mais, nous nous sommes contentés d'en signaler seulement quelques-uns.

Il peut arriver quelquefois que les Etats en signant un traité s'obligent à reconnaître l'arbitrage comme moyen unique à résoudre tous les différends et toutes les contestations, de n'importe quelle nature, qui s'élèveraient entre eux à l'avenir. En pareil cas c'est une clause compromissoire générale qui intervient. Les Etats ont fait aussi usage

1. *Archives Diplomatiques*, III, p. 255 (1891) et R. de Card, *Les Destinées*, p. 176.

dans les traités de cette clause mais dans une moindre mesure, que la clause spéciale.

Comme exemple nous citons la convention conclue entre le Salvador et la Colombie, le 24 décembre 1880, reconnaissant l'arbitrage comme moyen unique de résoudre tous les différends survenus dans les relations des deux pays. L'article 1 de cette convention dit que les deux Etats « contractent, à perpétuité, l'obligation de soumettre à l'arbitrage, lorsqu'ils n'auront pu y mettre fin par voie diplomatique, les controverses et les difficultés de n'importe quelle nature qui s'élèveraient entre les deux nations, nonobstant le zèle que leurs gouvernements respectifs apporteront toujours à les éviter (1) ».

Nous signalons encore les traités du Danemark conclus avec les Pays-Bas, le 12 février 1904; avec l'Italie, 16 décembre 1905; et avec le Portugal, le 20 mars 1907 ;

Dans le premier article du traité de Danemark avec les Pays-Bas « les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre à la cour permanente tous les différends et tous les litiges qui n'auront pu être résolus par les voies diplomatiques (2) ». Mais les traités à clause compromissoire générale, instituant l'arbitrage obligatoire sans réserve, sont bien rares. Les Etats se sont montrés toujours méfiants d'entrer dans cette voie. On a trouvé même que c'est compromettant pour l'avenir de l'arbitrage de procéder à des conventions d'arbitrage obligatoire sans réserve. Ce danger a d'ailleurs été compris par la plupart des gouvernements, et dans les traités d'arbitrage obligatoire, on a inséré des réserves limitant ainsi le champ d'application de l'arbitrage à des conflits qui ne fussent pas trop graves.

Dans le xx^e siècle, grâce aux conseils et aux vœux adaptés par les différentes conférences de la Paix, grâce à la

1. Langlade, *De la Clause compromissoire*. Toulouse, 1899, p. 110.

2. Stoika, *l'Arbitrage obligatoire aux Conférences de la Paix*, p. 53.

création d'une cour permanente arbitrale, l'arbitrage obligatoire gagne du terrain, il devient plus fréquent dans les traités internationaux mais c'est toujours la clause compromissoire spéciale qui y prédomine.

CHAPITRE III

COMPARAISON ENTRE LES DEUX INSTITUTIONS

§ 1. — Ressemblances

La médiation et l'arbitrage sont des moyens pacifiques anciens. Les peuples ont eu souvent recours, même dans les temps les plus reculés, à ces deux institutions internationales pour trancher leurs différends, en évitant autant que possible la guerre. Par conséquent la médiation, aussi bien que l'arbitrage, a pour but d'éviter la guerre ; elle est donc comme lui une institution pacifique cherchant à réaliser le même résultat.

Ces deux solutions pacifiques présentent encore beaucoup de points d'analogie ; en ce qui concerne leur forme, leurs caractères, leur fondement ; l'obligation et le rôle du médiateur, de l'arbitre et des parties contendantes. Même en ce qui concerne leurs effets, on peut dire qu'il y a une certaine ressemblance entre elles. Il y a des auteurs de valeur qui soutiennent qu'un Etat qui a obtenu gain de cause par l'arbitrage, n'a aucun moyen de contrainte contre l'Etat condamné.

Voici ce que nous dit Fiore dans son *Traité de droit international public* après avoir parlé de l'obligation des parties d'exécuter la sentence. « Les arbitres cependant ne peuvent disposer d'aucun moyen pour les contraindre à s'y conformer et ne peuvent pas ajouter à la sentence une clause pénale en cas de non exécution (1). »

Heffter aussi, après avoir parlé de l'objet du compromis

1. Fiore, *Droit international public* (1869), t. II, p. 207.

dit : « mais il ne contient pas nécessairement une clause pénale en cas de non exécution ».

« L'arbitre ne dispose d'aucun moyen d'exécution (1). »

En effet, c'est toujours la bonne foi et la volonté des parties qui constituent la garantie de l'exécution de la sentence aussi bien que de la solution du médiateur.

Nous signalons un cas de médiation qui présente beaucoup de ressemblance avec l'arbitrage.

C'est la médiation offerte par l'Espagne dans l'affaire Cerruti (1886) entre le gouvernement colombien et celui de l'Italie. Ici les parties contendantes comme dans un arbitrage se sont mises d'accord pour préparer un compromis ou une convention dans laquelle elles ont arrêté les points sur lesquels le médiateur aura à se prononcer (2).

§ 2. — Différences entre médiation et arbitrage

Si ces deux institutions présentent quelques points de ressemblance, les différences sont beaucoup plus nombreuses et plus importantes.

La différence fondamentale sur laquelle viennent s'appuyer les autres, c'est que la médiation est un moyen de conciliation, un acheminement vers l'entente amiable, sans aucun caractère obligatoire pour les parties en cause ; tandis que l'arbitrage est un jugement proprement dit qui tranche le conflit sur la base du respect du droit. Il a lieu à la suite d'un compromis conclu par les parties contendantes et qui constitue un contrat réel, obligeant les parties à se soumettre à la sentence. Dans la médiation, il n'y a pas un compromis ; elle peut avoir lieu sans aucune convention écrite. On trouve quelquefois une convention à cet égard ; mais

1. Heffter, *Droit international d'Europe* (1873), p. 208 et 209.

2. Calvo, *op. cit.*, p. 426-627.

c'est plutôt un contrat fictif qui n'a aucune force obligatoire. Elle contient d'habitude l'obligation de recourir à la médiation, mais elle n'entraîne pas du tout l'obligation d'exécution de la solution du médiateur.

C'est ici le point essentiel.

Comme conséquence, il en résulte une grande différence entre le rôle et le pouvoir du médiateur et de l'arbitre, entre les conditions qu'ils doivent remplir pour s'acquitter de leur mission ; entre les droits et les obligations des parties, etc.

Tout d'abord, le médiateur est un conciliateur, il n'est pas un juge. Après avoir pris connaissance exacte de l'objet du litige et de toutes les explications nécessaires, il donne aux parties des conseils, des solutions conciliantes qui s'appuient plutôt sur l'équité naturelle, que « sur une justice rigoureuse » (1). Il doit être impartial et plus indépendant que l'arbitre ; éviter le plus possible d'employer son autorité morale au profit de l'une ou de l'autre partie ; il ne doit pas non plus utiliser la force ou d'autres moyens violents, parce que non seulement, il ne remplit pas son devoir d'humanité, mais il violerait le droit d'un peuple (2).

Sa mission étant très délicate ; il doit réunir beaucoup de qualités, notamment une influence politique considérable, du tact, de l'habileté dans les négociations ; autrement, il ne réussirait jamais à réconcilier les parties.

L'arbitre étant un véritable juge, n'a pas, comme le médiateur, à s'efforcer de ramener le bon accord, par des propositions et des arrangements amiables ; il n'est pas un conciliateur. Ses fonctions sont plus élevées mais plus faciles à remplir (3). Il doit examiner les questions au point de vue juridique, il décide de quel côté est le droit et rend ensuite la sentence qui

1. Vattel, t. II, *op. cit.*, p. 304.

2. Pasquale Fiore, *Droit international codifié*, art. 811.

3. *Ibid.*

est obligatoire pour les parties. Voilà ce que nous dit Pradier Fodéré dans son *Traité de Droit international public* à ce sujet : « L'arbitre résoud les différends par voie de droit ; il recherche de quel côté se trouve le droit, il s'appuie sur la règle stricte ; il examine de quelle manière le droit international doit s'appliquer au cas particulier faisant l'objet du désaccord entre les parties. Dire le droit, telle est sa mission ; et c'est la différence essentielle qui existe entre le rôle de l'arbitre et celui du médiateur (1). »

Dans le cas où l'arbitre ne peut pas trouver la règle stricte du droit, il ne doit pas décider ; assurément les parties, dans ce cas, peuvent recourir à la médiation (2).

L'arbitre est moins indépendant que le médiateur, son pouvoir est moins large ; il est obligé de respecter la règle du droit et surtout les points prévus dans le compromis. Dans la médiation, il n'y a aucune règle positive qui lie le médiateur dans l'examen du différend ; il propose tout ce qu'il croit juste, équitable et nécessaire pour la réconciliation des parties (3).

1. Pradier Fodéré, *Traité de Droit international public européen et américain*, t. VI, 2^e partie, p. 383.

2. Le roi de Hollande, en 1831, choisi comme arbitre dans un différend relatif à une question de frontière entre le Canada et les Etats-Unis, renonce à son rôle, par suite de l'impossibilité où il se trouvait de remplir sa mission, pour prendre le rôle de médiateur, pour donner une solution amiable (Voir une nouvelle mission donnée aux arbitres dans les litiges internationaux par L. Renault, *Revue gén. de droit International public*, t. I (1894), p. 45).

3. Le traité de Versailles (1919) donne à l'arbitre dans certaines occasions un rôle de législateur. L'exemple de l'article 98 du traité au sujet des conventions que devront conclure l'Allemagne et la Pologne, pour assurer à chacun des libertés de communications entre leurs territoires. En cas de divergence au sujet de ces conventions, des arbitres interviendront pour assurer leur conclusion, et c'est le conseil de la Société des Nations qui va trancher toutes ces contestations (Voir l'art. 98 du traité, p. 59). Voir M. Dupuis dans son cours de *Droit des Gens*, 1921-1922 (à l'Ecole libre des Sciences politiques).

On trouve encore une différence entre le médiateur et l'arbitre, différence concernant les personnes qui remplissent ces deux fonctions.

Le rôle de médiateur n'est rempli que par les Etats, tandis que celui d'arbitre peut l'être aussi par des particuliers. C'est une question assez importante pour les relations des Etats (1).

Les parties sont libres, au lieu de recourir à l'arbitrage d'Etats tiers, de choisir comme arbitre ou arbitres, des juges, des jurisconsultes, un corps législatif, une autorité ecclésiastique, une corporation savante, etc. (2).

C'est ainsi que la France et l'Angleterre ont soumis par le traité du 11 mars 1891 les questions concernant la pêche du homard à Terre-Neuve à l'arbitrage d'une commission composée de trois jurisconsultes et de deux délégués de chaque pays (3) ».

1. Voilà ce que nous dit M. Geouffre de Lapradelle à cet égard : « L'Institution de l'arbitrage se prête moins facilement aux influences politiques que la théorie de la Médiation. Dans le premier cas, le litige est porté devant des juges sur le terrain juridique ; dans le second, au contraire, il est porté devant des puissances politiques sur le terrain proprement diplomatique. Tandis qu'un jugement arbitral ne peut pas augmenter l'influence d'un ou plusieurs Etats, mais tout au plus, l'autorité d'un ou de plusieurs magistrats, l'exercice d'une médiation peut être la source d'un accroissement de puissance politique pour la nation médiatrice. »

« Tandis que l'arbitrage exercé par des hommes entre les Etats, ne peut pas permettre à ces hommes de prendre barre sur ces Etats, la médiation exercée par des nations entre des nations, permet aux unes de s'introduire dans les affaires des autres et de prendre autorité sur elles, soit à raison de cette connaissance de leurs affaires, soit à raison des services rendus. » V. M. G. de Lapradelle, *Revue générale de Droit International public*, t. VI, p. 758-59 (1899).

2. Lieber, journaliste américain, un grand défenseur de la paix, conseille de choisir comme arbitres, les professeurs d'une faculté de droit appartenant à un petit pays neutre ; « on sera ainsi, dit-il, assuré d'obtenir une sage et impartiale décision. »

Voir Lieber, *Revue de Droit International* (1870), p. 480 et R. de Card, *op. cit.*, p. 52 (*l'Arbitrage international*).

3. Calvo, *op. cit.*, p. 478-479, 4^e édition.

La Cour de cassation française a été chargée en 1879 de trancher un litige pendant entre le gouvernement français et celui de Nicaragua (1).

Une autre différence entre la médiation et l'arbitrage concerne les droits et les obligations des parties en cause.

La médiation n'étant pas un jugement régulier, les parties sont libres d'accepter ou de rejeter la solution proposée par le médiateur ; nous avons déjà dit que le médiateur n'a pas le droit d'imposer ses propositions, « ce qu'il croit juste (2) ».

Il peut même arriver que les parties négocient entre elles après avoir choisi un médiateur ; dans ce cas, elles sont obligées de le tenir au courant des résultats déjà obtenus. Dans l'arbitrage les parties ne jouissent plus de la même faculté ; elles ont signé un compromis, un acte spécial par lequel elles consentent volontairement à l'engagement réciproque de se soumettre à la décision de l'arbitre ou d'un certain tribunal arbitral. La décision de l'arbitre a pour les parties les effets d'une transaction régulière ; elles sont tenues à son exécution sauf les cas d'erreur où d'injustice flagrante.

Voici ce que nous dit, à ce sujet, M. de Martens dans son traité : *Droit des Gens* : « Les parties intéressées conservent la libre faculté d'accepter les arrangements proposés, tandis qu'elles sont liées par le compromis, et que la décision arbitrale doit leur servir de loi et de règle, à moins que les arbitres n'aient rendu un jugement manifestement injuste et contraire à la raison (3). »

Autrement la sentence est obligatoire, les parties ne peuvent pas s'y soustraire (4).

1. Renault, *Revue générale de droit international et de législation comparée*, t. XIII (1881), p. 22.

2. Calvo, *op. cit.*, t. III, p. 414.

3. De Martens, p. 21, t. II, *Droit des Gens*.

4. Calvo, *op. cit.*, t. I, p. 668 et Heffter, *op. cit.*, p. 210 donnent 6 cas dans lesquels les parties peuvent attaquer la décision arbitrale.

Les conférences de La Haye se sont occupées de cette question ; elles ont réservé aux parties le droit de demander la révision de la sentence ; mais seulement au cas de la découverte d'un fait nouveau qui eut été de nature à exercer une influence sur la sentence et qui était inconnu par le tribunal ou par la partie qui a demandé la révision (1).

La médiation et l'arbitrage diffèrent encore par leur objet et par l'étendue des questions auxquelles ils peuvent s'appliquer.

L'arbitrage ne peut porter que sur des questions de nature juridique, qui peuvent être solutionnées par une décision judiciaire.

Il y a des contestations qui, par leur nature même, se soustrairont toujours à une sentence, par exemple questions d'honneur, d'indépendance, l'intégrité d'un Etat, les intérêts suprêmes d'un peuple. Mais toutes ces questions peuvent être soumises à la médiation, parce que les parties ne sont pas obligées d'exécuter la proposition de leur médiateur. Voilà comment Calvo s'exprime à ce sujet : « La médiation peut s'appliquer, comme nous l'avons dit, à toute espèce de question internationale, quelle qu'en soit la portée et quelles qu'en puissent être les conséquences ; l'exercice de l'arbitrage, au contraire, est contenu dans certaines limites inhérentes aux bases mêmes du droit des gens, au respect que les nations se doivent mutuellement des droits respectifs de chacune d'elles. C'est pourquoi l'arbitrage bien, qu'il puisse porter d'ailleurs sur toute sorte de désaccord ou de débat international, ne saurait aborder ceux dans lesquels l'honneur ou l'indépendance nationale sont directement en jeu et qui relèvent d'un sentiment intime personnel, dont un Etat tiers ne doit pas se rendre juge ; chaque nation étant seule juge de sa dignité et des droits qui en garantissent la sauvegarde (2). »

1. Voir l'art. 55 (1899) et l'art. 83 (1907). Renault, *op. cit.*, p. 29 et 85.

2. Calvo, *op. cit.*, t. III, p. 472.

L'exemple de médiation de 1844 entre l'Espagne et le Maroc que nous avons cité quand nous avons parlé de l'étendue de la médiation, nous fait parfaitement voir la mentalité des peuples et la méfiance des Etats de recourir à un compromis, à un jugement arbitral, quand il s'agit de leurs hauts intérêts et de leur dignité. D'ailleurs la majorité des auteurs de droit international ont réservé à l'arbitrage un domaine d'application beaucoup plus limité que celui de la médiation.

* *

Ces deux institutions pacifiques diffèrent encore par la manière dont elles prennent fin.

La médiation se termine de trois manières : par la réconciliation des parties ; par leur non-réconciliation ; par exemple, le médiateur ne pouvant parvenir à les mettre d'accord, renonce à ses fonctions. C'est d'ailleurs le cas prévu par la Conférence de la Haye (1899) dans l'article 5 (1). Enfin, la médiation cesse par l'inutilité de la médiation quand les parties tombent d'accord au moyen de négociations directes (2).

Pour l'arbitrage, il y a deux manières de prendre fin : par la réconciliation des parties intervenues par suite de la décision de l'arbitre, ou bien par la non-réconciliation des parties par suite de l'impossibilité où se trouve l'arbitre de rendre une sentence conforme au droit.

* *

Enfin il y a une dernière différence entre la médiation et l'arbitrage au point de vue de la procédure.

1. Renault, *les Deux Conférences de la Haye 1899 et 1907* (*Recueil des textes*, p. 15, 1^{re} conférence).

2. M. G. de Lapradelle dans la *Revue gén. de droit. int. public* (1899), p. 764, t. VI.

Dans l'arbitrage, les parties *contendantes* aussi bien que l'arbitre doivent se conformer à quelques règles de procédure. Les règles de la procédure à suivre sont d'habitude prescrites par les parties dans le compromis, qui est conclu par elles avant de recourir à l'arbitrage (1).

Quand le compromis n'a rien prévu en ce qui regarde la procédure, le tribunal arbitral, ou les arbitres établissent eux-mêmes la procédure à suivre, les formes, les délais de la production des demandes des parties et des pièces justificatives. On applique tant qu'il est possible les règles de la procédure ordinaire (2).

Les conventions de 1899 et 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux ont esquissé un modèle de procédure à suivre en cas d'arbitrage (3).

Mais cette procédure n'est pas obligatoire pour les puissances contractantes, même si elles conviennent de recourir, lorsqu'un litige se présente à l'arbitrage de la cour permanente (4).

C'est surtout en ce qui concerne la sentence que les règles de la procédure sont plus importantes. Les arbitres doivent délibérer en commun et décider à la majorité pour prononcer leur décision « ils doivent se conformer aux principes du droit international existant, en appliquant aux points internationaux en litige le droit international tel qu'il est établi entre les parties par les traités ou la coutume, et, en seconde ligne par le droit international général : et aux points en litige d'une autre nature, le droit public ou le droit

1. Renault, *Recueil des textes. Les deux conférences de la Haye*, l'article 31 (1899), p. 20 et l'article 52 (1907), p. 82.

2. Calvo, *op. cit.*, p. 481.

3. Renault, *op. cit.*, titre IV, ch. III de la *Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux*.

4. Dans la convention de 1907 on ajoute encore un chapitre (IV) du titre IV intitulé : *De la procédure sommaire*. Il constitue un chapitre spécial. Renault, *op. cit.*, l'article 86-90, p. 86-87.

privé ; le droit national qui paraît applicable d'après les préceptes du droit international » (1).

La sentence doit être prise à la majorité ; elle doit être signée et motivée (2). Ce sont des règles consacrées par les différentes réunions internationales. Par l'Institut de Droit international fondé à Gand, en 1873, et par les Conférences de la Haye de 1899 et 1907 dans les articles 52 et 79 (3).

Nous avons donc dans l'arbitrage des règles de procédure plus ou moins fixes, que les parties et les juges doivent suivre pendant le cours des débats du litige ; tandis que dans la médiation qui n'est pas un jugement, il n'y a pas une obligation pareille. Les parties *contendantes* aussi bien que le médiateur, ont une grande liberté d'action ; elles ont toute latitude d'arriver par quelque moyen que ce soit à la conciliation, à la paix. Il n'y a pas des règles fixes dans leurs débats ; une procédure n'existe pas.

1. Calvo, *op. cit.*, p. 482.

2. Sur ce point la majorité des auteurs est d'accord. Kamarowski, *le Tribunal international*, p. 99 ; Renault, *Préface du Recueil des arbitrages internationaux*, par M. G. de Lapradelle et Pollitis, p. 10 ; M. Pierantoni, *Revue de Droit international et de Législation comparée*, t. XXX (1898), p. 455.

3. De même l'article 52 de la convention de la Haye (1899) dont voici le texte : « La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal ; ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater en signant, leur dissentiment. » Renault, p. 22.

L'article 79 (1907) : « La sentence arbitrale est motivée. Elle mentionne les noms des arbitres ; elle est signée par le président et par le greffier ou le secrétaire faisant fonctions de greffier. Renault, *les Deux Conférences de la Haye*, p. 75.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION DE LA MÉDIATION ET DE L'ARBITRAGE

Pour faire une étude complète de ces deux institutions pacifiques nous pensons qu'il est utile de dire quelque chose au sujet des opinions et des résultats des travaux des deux Conférences de la Haye qui ont eu lieu en 1899 et 1907. Ces deux réunions internationales se sont occupées spécialement de médiation et d'arbitrage en consacrant la plus grande partie de leurs travaux pour les régler et leur donner une certaine extension dans les rapports internationaux des Etats.

Mais avant de nous arrêter à ces deux conférences il est nécessaire de jeter un coup d'œil en arrière pour voir ce que ces deux solutions pacifiques « médiation et arbitrage » étaient autrefois, et leur marche à travers l'histoire. La médiation et l'arbitrage ne sont nullement une nouveauté des temps récents ; elles remontent à la plus haute antiquité. Mais à cause de l'esprit guerrier soutenu par la religion, qui dominait tous les peuples de l'antiquité, l'idée de ces modes de régler les litiges internationaux, est bien rare et vague. Dès la plus haute antiquité, les peuples orientaux, comme nous l'avons déjà affirmé dans notre introduction, la Chine, les Hindous, les Egyptiens, les Perses, passent presque tout leur temps à la guerre ; de même les Grecs et les Romains. Nous connaissons la mentalité exclusiviste de ces peuples. Il est bien difficile de trouver des conflits qui

aient été tranchés par l'arbitrage, et en ce qui regarde la médiation les exemples manquent presque complètement. L'idée existait, mais dans le cercle restreint des philosophes, poètes savants, etc., qui étaient assez loin de rendre fréquente l'application de ces deux moyens pacifiques.

Cependant l'histoire nous offre quelques exemples (1) et quelques institutions de l'antiquité qui présentent beaucoup de points de ressemblance avec la médiation et l'arbitrage. Au milieu de la force brutale et de l'esprit guerrier qui caractérisait les peuples anciens, on trouve, en germe au moins, l'idée d'une médiation et d'un arbitrage.

Chez les Grecs, l'institution qui semble avoir quelque ressemblance avec l'arbitrage, est le conseil d'amphyctions ; c'était une confrérie religieuse, mais qui exerçait une certaine action politique. Il y a des auteurs comme M. Kamarowski et Revon qui nient le caractère politique de cette institution. Pour eux le conseil d'amphyctions est « purement une institution religieuse, qui n'avait ni la force ni une importance politique » (2). « Si elles s'érigèrent en tribunal dit M. Revon, ce fut pour punir des villes qui avaient enfreint quelque règle liturgique ; si elles prononcèrent des arbitrages, alors qu'à l'origine elles n'avaient pas même pour but d'empêcher la guerre entre leurs membres, ce fut par suite de hasard politique... » (3)

1. M. Kamarowski nous offre dans son traité *le Tribunal international* des exemples de la pratique d'arbitrage : « Après la mort de Darius, fils d'Hystaspe, un conflit relatif à la succession au trône s'éleva entre ses fils, Xerxès et Ariamène ; ce conflit fut résolu conformément à leur désir en 486 av. J.-C., par leur oncle Artaban où Artapherne, agissant d'après Justin en qualité de juge de la famille (*veluti domesticus judex*). Il se prononça en faveur de Xerxès », p. 111. Voir aussi Barbeyrac, *Histoire des anciens traités* (1739), I, art. 107, p. 86.

« Hénophon mentionne que Cyrus lors d'un différend qu'il avait avec le roi d'Assyrie s'adressa à l'arbitrage d'un des princes de l'Inde », p. 111.

2. Kamarowski, *op. cit.*, p. 113.

3. M. Revon, *op. cit.*, p. 82-83.

Cependant malgré son caractère religieux ces conseils avaient une certaine importance politique et quelque signification internationale. Ils recommandaient à leurs membres de traiter plus humainement les ennemis pendant la guerre et ils agissaient quelquefois comme une autorité judiciaire en qualité d'arbitre ou de médiateur, car souvent ils prononçaient non seulement des sentences, mais ils proposaient aux parties un arrangement amiable.

Le Conseil d'Amphictyons le plus important était celui de Pylos-Delphique. Dans le procès « Delos » qui eut lieu entre les Athéniens et les Délossiens, environ 345 ou 343 avant Jésus-Christ au sujet de la possession du temple d'Apollon, les parties se sont adressées aux Conseils d'Amphictyons (1).

A côté des Conseils d'Amphictyons, il y avait chez les anciens grecs, d'autres moyens pacifiques ; tel que l'oracle de Delphes qui apparaît comme le principal médiateur des cités. Il a joué aussi un rôle important dans le domaine politique ; il exerçait surtout une puissante influence, car toutes les fois qu'il était consulté, son avis était respecté. Mais il ne servait pas toujours la cause de la paix ; souvent au lieu d'éviter la guerre, par des réponses favorables aux intérêts des plus forts, il facilitait la réalisation des buts despotiques et le recours à la force brutale. D'autres fois d'après M. Kamarowski ; l'oracle ne faisait que désigner le lieu où il fallait chercher un arbitre.

Le rôle du médiateur et de l'arbitre était quelquefois exercé par les vainqueurs aux jeux olympiques. Dans un différend entre les Arcadiens et les Eléens, à propos des frontières, ils se sont adressés à un de ces vainqueurs (2).

Les Grecs allaient même plus loin dans cette voie pacifique, en essayant d'introduire la clause compromissoire, dans l'arbitrage obligatoire.

1. Kamarowski, p. 112. L'exemple cité par Burgel, *Die Pylæisch del phische Amphiktyonie*, p. 203-204.

2. Kamarowski, *Le Tribunal International*, p. 115.

Ainsi au cours de la guerre de Péloponèse (1), fut signé entre Sparte et Argos pour une durée de cinquante ans un traité de paix et d'alliance qui prévoyait une clause compromissoire d'arbitrage. Ce traité vise non seulement l'arbitrage, mais tout autre moyen de règlement à l'amiable.

Chez les romains, ces deux institutions internationales étaient moins développées. L'esprit guerrier, l'orgueil national et le désir de domination constituaient bien une entrave à l'essor de ces solutions. Cependant on y trouve aussi des institutions pacifiques qui peuvent être considérées comme l'origine, comme l'embryon, de la médiation et de l'arbitrage d'aujourd'hui, car malgré leur caractère religieux elles ont exercé une certaine influence dans l'évolution du droit international.

Ainsi nous signalons l'institution des « recuperatores » qui était constituée en tribunal et qui jugeait des procès entre les citoyens romains et les sujets d'autres Etats. Leur procédure était très simple et expéditive.

Voici ce que M. Kamarowski (2), nous dit dans son traité, à ce sujet : « Ces tribunaux avaient à un certain degré, un caractère international, attendu que ce n'est pas le droit romain seul qui servait de règle pour les décisions, mais aussi les lois des Etats qui contractaient avec Rome des Conventions de récupération (3).

Une autre institution pacifique beaucoup plus importante que celle de « recuperatores », est le collège de fétiaux, institution religieuse : « Chez les Romains aucune guerre n'était déclarée sans l'intervention des fétiaux dont la mission principale selon Plutarque, était de ne point permettre les hostilités avant que tout espoir d'obtenir un arbitrage fut éteint. »

1. Voir M. André dans sa thèse, *De l'arbitrage obligatoire dans les rapports internationaux*, 1903, p. 26.

2. Kamarowski, *op. cit.*, p. 122-123.

3. Voir C. Calvo, *Droit international*, 4^e édition, p. 433.

Par conséquent les fetiaux, malgré leur caractère religieux, intervenaient dans les affaires politiques internationales, et comme institution pacifique, tâchaient d'éviter la guerre autant que possible. Voici ce que nous affirme M. le professeur Weiss (1) à ce sujet : « Les fetiaux étaient des magistrats, des juges du droit public plutôt que des pontifes ; leur mission était plutôt politique que sacerdotale. »

« Les fetiaux, et c'est là leur fonction principale, étaient chargés de veiller au respect des traités et à l'observation des règles du droit international, et ce n'est qu'accessoirement qu'ils devaient accomplir les actes religieux que la superstition des premiers âges y avait attaché. »

En ce qui concerne la médiation, les exemples manquent presque complètement. En effet, l'esprit guerrier et partial du peuple romain n'était pas du tout propre au rôle délicat du médiateur. Rome n'acceptait presque jamais le rôle du médiateur ou d'arbitre qu'à la condition d'avoir un profit.

La médiation aussi bien que l'arbitrage, à Rome, était plutôt un moyen habile du gouvernement pour réaliser le plan de domination universelle.

On peut dire, par conséquent, que ces institutions pacifiques, malgré qu'elles aient reçu chez les Romains et surtout chez les Grecs un développement plus complet que chez les autres nations antiques, étaient bien loin de celles qui existent de nos jours. La médiation était vague et douteuse ; la procédure dans l'arbitrage était très simple, la compétence restreinte seulement pour les questions peu importantes, et la sentence arbitrale n'était pas toujours respectée ; enfin l'application de ces deux solutions pacifiques, à cause de leur mentalité exclusiviste était enfermée dans les limites de la politique intérieure ; les décisions arbitrales avaient lieu presque toujours entre des villes, entre des gens de même race. Elles ne s'appliquaient pas aux étrangers.

1. M. André Weiss, « *Le Droit fetial et les fetiaux à Rome* », pag. 8 à 9.

Au moyen âge les solutions pacifiques, « la médiation et l'arbitrage » deviennent plus fréquentes dans les conflits internationaux. Leur développement est dû à deux influences : celle du christianisme et celle du féodalisme. Le médiateur par excellence était le pape, « considéré comme le médiateur présumé entre le ciel et la terre (1) ». « C'est de sa médiation, dit M. Revon, que vint plus tard l'usage de s'adresser aux puissances neutres pour leur demander leurs bons offices, soit avant la guerre, soit au moment de signer la paix (2). »

Grâce à son autorité morale furent conclus les premiers traités de paix. A la même époque une autre institution pacifique qui pouvait contribuer beaucoup au développement de la médiation était celle des « conservatoris pacis (3) ».

L'arbitrage fut plus utilisé que la médiation. Le pape qui était puissant s'érigea souvent en juge souverain des conflits qui menaçaient de troubler soit l'ordre intérieur d'un état soit les relations entre les peuples ; il intervenait ainsi dans toutes les affaires intérieures et extérieures d'un Etat. Il imposait aux peuples et aux rois sa juridiction, sa décision. « Il est juge non seulement dans l'ordre spirituel mais encore dans l'ordre international (4). » Mais de même que la médiation, qui était plutôt une intervention, l'arbitrage était aussi bien loin de ce qu'il est aujourd'hui. Il était un acte de souveraineté pure et simple. Les papes tranchaient toutes les questions en vertu de leur puissance morale et surtout en leur qualité de juge suprême du monde. Ils rendaient des sentences

1. Ward, *An Enquiry in the foundation and history of the law of nations in Europe*, II. (1795), p. 50 cité par Kam., p. 126.

2. Revon, *op. cit.* p. 124.

3. Dans beaucoup de traités surtout dans les plus importants l'habitude naquit de réserver une clause par laquelle les signataires chargeaient certaines personnes de veiller à leur exécution. Le rôle était confié d'habitude aux seigneurs et aux villes principales.

4. M. Revon, *L'Arbitrage international*, p. 121.

arbitraires et les imposaient aux peuples, sans tenir compte des règles de droit et de procédure internationale. C'est seulement après l'affaiblissement de leur pouvoir qu'ils deviennent des véritables médiateurs et arbitres. En résumé on peut dire que la papauté a joué un rôle assez important dans le développement des solutions pacifiques au moyen âge ; elle prépara comme le dit M. Revon dans son traité, le droit des gens contemporain ; c'est grâce à elle, à son autorité, que plusieurs guerres ont été empêchées. Mais à vrai dire la médiation et l'arbitrage sont encore à leur début, à peine organisés. La première est presque une intervention, car le pape imposait sa proposition ; Quand à l'arbitrage, c'est aussi un acte de souveraineté, sa compétence est indéfinie, et il ne s'étend qu'à des intérêts secondaires ; les deux solutions pacifiques se confondent presque. Souvent on trouve l'expression employée *arbitri seu amicabiles compositores* ou bien « nommé et élu juge traicteur et amiable compositeur entre... » (1) ; enfin la procédure est vague.

Dans les temps modernes grâce au mouvement pacifique conduit par des personnages illustres ; des hommes d'état, philosophes, jurisconsultes, économistes de valeur, etc. l'idée pacifique triomphe et les solutions pacifiques commencent à se développer, aussi bien que le droit des gens. Les conservateurs pacis furent remplacés par l'institution de la garantie des traités qui se rapproche de la médiation.

Les cas de médiation sont plus fréquents que ceux d'arbitrage. Les rois, après l'affaiblissement du pouvoir papale, ne soumettaient plus leurs différends à son arbitrage, parce qu'ils ne voulaient plus se soumettre à la décision papale, en compromettant leur indépendance et leur

1. Nys dans son traité *Les origines de droit internat.*, ch. II, p. 53 (1899) nous cite un cas dans lequel on ne fait pas cette distinction. Les évêques que Louis XI et Edouard d'Angleterre avaient choisis pour vider les différends pendant entre eux sont appelés *arbitri seu amicabiles compositores*.

dignité ; ils préféraient la médiation qui n'était pas obligatoire et n'aliénait pas leur liberté.

Il faut noter encore qu'à partir du xvii^e siècle on ne confond plus l'arbitrage et la médiation. Nous donnons ici un exemple où apparaît cette distinction. Louis XIII avait envoyé à Aix-la-Chapelle les ministres français pour ramener la concorde entre les catholiques et les protestants. « Nous vous déclarons, dirent-ils, de la part de Sa Majesté, qu'elle n'a aucun dessein de préjudicier à l'autorité et aux droits de l'empereur de l'empire, d'aucun prince, ni de personne ; et afin que la contestation survenue puisse être discutée plus aisément et sans confusion, nous vous invitons à députer, de part et d'autre, des gens paisibles et dégagés de toute passion, lesquels pourront conférer avec nous, en toute confiance et sûreté, et nous entendrons avec patience tout ce qu'ils voudront dire et proposer, non comme juges, ni arbitres mais comme médiateurs de paix et amiables compositeurs » (1).

Pendant le xix^e siècle l'arbitrage qui avait presque disparu de la pratique internationale dans le siècle précédent, reçoit de nombreuses applications. Les motifs qui l'avaient fait disparaître, n'existaient plus d'ailleurs ; d'une part, l'autorité du pape était tout à fait tombée, d'autre part les monarchies absolues qui ne voulaient pas se soumettre à l'arbitrage, disparaissaient pour faire place aux gouvernements représentatifs. La médiation est moins employée que dans la période précédente, mais elle n'est pas abandonnée ; nous avons même des cas célèbres de médiation dans le xix^e siècle comme celui de Léon XIII au sujet de l'affaire des Iles Caroline (1885) (2).

1. De Flassan. *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*, p. 310, t. II. Voir aussi Merignhac, *op. cit.*, p. 42.

2. Voir G. de Lapradelle, *Cours de droit international*, 1919-1920 à la Faculté de Droit de Paris, p. 148-153.

Le mouvement pacifique devient de plus en plus fort. Plusieurs sociétés et institutions pacifiques furent organisées en vue de donner une certaine extension à ces deux solutions pacifiques. Ainsi le 18 septembre 1873 un groupe de juriconsultes s'entendirent pour fonder à Gand un Institut de droit international ? une association pour la réforme et la codification du droit des gens. Dès sa fondation l'institut publia une « Revue » qui indiquait nettement son but (1).

Les travaux de cette institution ont eu une très grande influence sur le développement de la médiation et surtout de l'arbitrage en mettant à sa disposition des règles fixes de procédure qui facilitaient son application.

Les sociétés de paix étaient répandues partout ; en Europe et en Amérique. De même les parlements et les *aréopages* diplomatiques s'associaient à l'œuvre commencée. L'affaire de l'Alabama 1861-1872 a eu une grande influence sur le développement de l'arbitrage en Europe. L'exemple remarquable donné par l'Angleterre dans cette affaire en exécutant la sentence de Genève (19 septembre 1872), ne pouvait manquer d'exercer une influence salubre sur la conduite des gouvernements, en ce qui regarde le développement des solutions pacifiques.

Après ce cas, l'idée de l'arbitrage et de la médiation s'est répandue très vite dans presque tous les parlements d'Europe et de l'Amérique. Les parlements anglais, italien, norvégien, suédois, de Belgique, ont fait des propositions en vue d'étendre l'arbitrage, obligatoire même, dans les relations internationales des Etats (2). Même la médiation n'était

1. Revon, *op. cit.*, p. 183. Par la création de cette institution scientifique sans caractère officiel, ils ont mis à la disposition des Etats des règles de droit international, des dispositions réglementaires sur la médiation et l'arbitrage et surtout une procédure arbitrale pour faciliter et rendre plus fréquente l'application de l'arbitrage.

2. Voir Extrait du rapport Desjardins. M. Revon, p. XII et XIII, *L'Arbitrage International*.

pas laissée de côté ; M. Frédéric Passy déposa le 21 janvier et 21 avril 1888 sur le bureau de la Chambre des députés une proposition dans laquelle il recommandait les deux institutions, comme moyen de règlement des conflits internationaux (1). Mais les propositions ne furent pas prises en considération, car le moment n'était pas favorable.

Pendant le xix^e siècle un rôle assez important dans le développement du droit des gens, et spécialement de l'arbitrage et de la médiation, a été joué par les congrès et les réunions internationales. Ainsi le Congrès de Vienne de 1815 dont l'acte final du 9 juin, l'article 63, stipule que : « les Etats confédérés s'engagent de même à ne se faire la guerre sous aucun prétexte et à ne point poursuivre leurs différends par la force des armes, mais à les soumettre à la Diète. Celle-ci essayera moyennant la voie de la médiation... Si elle ne réussit pas, et qu'une sentence juridique devienne nécessaire, il y sera pourvu par un jugement austrégial bien organisé auquel les parties litigantes se soumettront sans appel (2). »

Dans les deux Congrès tenus à Panama en juin 1826 et à Lima décembre 1847-1848 on discuta sur l'usage de la médiation et ils ont eu une grande influence sur son développement (3). Ensuite le Congrès important de Paris tenu en 1856 après la guerre de Crimée qui donne une nouvelle consécration aux principes adoptés dans les deux conférences (De Lima et Panama). Ici, la question se pose en principe, d'une manière obligatoire dans l'article 8 (4) et facultatif dans le vingt-troisième protocole du 14 avril (1856). Le but poursuivi par les plénipotentiaires signataires de ce pro-

1. *Journal de Droit International privé et de la jurisprudence comparée* (1887), p. 424 et suiv.

2. De Clerq, t. II, p. 594. *Recueil des Traités de la France* (1803-1815).

3. *Cours de Droit diplomatique*, par Pradier Fodéré, ch. XIV, t. II, p. 325 (1881).

4. De Clerq, t. VII, p. 63 (1856-1859).

tocole, était de donner une plus grande extension à la médiation (1).

Au Congrès réuni en 1878 à Berlin pour les affaires d'Orient, les plénipotentiaires eurent aussi en vue d'appliquer la médiation, car l'article 24 du traité est ainsi conçu : « Dans le cas où la Sublime Porte et la Grèce ne parviendraient pas à s'entendre sur la rectification des frontières indiquées dans le treizième protocole du Congrès de Berlin, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie se réservent d'offrir leur médiation aux deux parties pour faciliter les négociations (2). »

De même l'article 12 de l'acte général de la conférence de Berlin du 26 février 1885 contient une clause instituant la médiation dans certains cas ; et pour les mêmes cas, les mêmes puissances se réservent le droit de recourir à la procédure de l'arbitrage (3), en écartant toute mesure violente.

Ensuite notons encore les conférences inter-parlementaires qui ont beaucoup contribué au développement des solutions pacifiques internationales. Les membres des divers parlements ont organisé des conférences dites inter-parlementaires qui se sont réunies successivement à Paris en 1889, à Londres 1890, à Rome en 1891, etc. (4).

Ainsi nous arrivons au seuil des deux conférences internationales de La Haye de 1899 et 1907 qui ont réuni les représentants de presque tous les Etats du monde. Ces deux conférences, comme nous allons voir un peu plus tard, malgré leur échec sur quelques points du programme proposé, ont tout de même réalisé un grand progrès sur le régime anté-

1. De Clerq, t. VII, *op. cit.*, p. 84-85 et Rivier, t. II, p. 163.

2. De Clerq, t. XII, p. 326 (1877-1880).

3. De Clerq, t. XIV, p. 454. Par cet acte les puissances réglaient la liberté du commerce dans les bassins du Congo et du Niger ainsi que les occupations nouvelles de territoires sur la côte occidentale d'Afrique (1883-1885).

4. Rouard de Card, *Les Destinées*, p. 36 et suiv.

rieur des solutions pacifiques internationales. Par leur réglementation, par le code de procédure arbitrale élaboré par ces réunions et par la création d'un tribunal permanent d'arbitrage, elles ont rendu plus applicables ces solutions pacifiques, et les exemples se sont beaucoup multipliés depuis.

CHAPITRE PREMIER

La médiation et l'arbitrage à la première Conférence de La Haye (1899)

Parmi les propositions soumises à leur délibération deux questions préoccupaient surtout les membres de ces deux conférences : la question de la limitation des effectifs et du budget de guerre (1), et la solution pacifique dont la troisième commission eut à s'occuper.

Nous allons commencer par l'étude de la première conférence due à l'initiative de Nicolas II, l'empereur de Russie.

Dès 1804, en effet, Alexandre I^{er} avait ouvert la voie en entamant des négociations avec l'Angleterre, afin d'imposer la paix à Napoléon ; il réussit même à faire appliquer ses idées lorsqu'après la chute de ce dernier, il fut l'instigateur de la sainte alliance. En 1814, Alexandre II, à son tour, invita les puissances à une conférence à Bruxelles pour délibérer sur les moyens propres à réduire les maux de la guerre. Enfin en 1898, Nicolas II prit une nouvelle initiative et adressa le 12/24 août 1898 aux représentants diplomatiques accrédités près le gouvernement de Saint-Petersbourg une circulaire où « il exprimait le désir de voir se réunir une conférence internationale, qui serait chargée de rechercher les moyens les plus efficaces pour assurer aux peuples une paix durable et mettre un terme au développement progressif des armements militaires » (2). Cette circu-

1. Confiée à la première commission.

2. Renault, *Recueil des textes arrêtés des deux conf. de La Haye*, p. 1-2.

laire (Mouraviëff) (1) n'ayant pas rencontré partout un accueil favorable, notamment l'opposition de l'Angleterre et de l'Allemagne, le comte Mouraviëff adressa le 30 décembre 1898 aux mêmes représentants une seconde circulaire indiquant certaines questions sur lesquelles l'accord des puissances paraissait avoir plus de chance de se réaliser.

Dans cette dernière circulaire, il n'était plus question de la réduction immédiate des armements, comme semblait l'indiquer la première ; il s'agissait simplement de rechercher le moyen de mettre un terme à l'accroissement progressif des armements de terre et de mer et surtout les moyens pacifiques pour éviter la guerre.

Elle porte sur huit points capitaux dont le point 8 est le plus intéressant pour notre sujet ; parce que c'est lui qui parle des solutions pacifiques.

Voilà ce que dit l'article 8 de cette circulaire : « Acceptation en principe de l'usage des bons offices de la médiation et de l'arbitrage facultatif, pour des cas qui s'y prêtent, dans le but de prévenir des conflits armés entre nations, entente au sujet de leur mode d'application et établissement d'une pratique uniforme dans leur emploi. Il est bien entendu que toutes les questions concernant les rapports politiques des Etats et l'ordre de choses établi par les traités comme en général toutes les questions qui ne rentreront pas directement dans le programme adopté par les cabinets devront être absolument exclues des délibérations de la conférence » (2).

Pour des motifs d'ordre politique le gouvernement du tzar demande que la conférence se réunisse à La Haye ; le tzar jugeait « dans l'intérêt de la grande cause, qu'il serait

1. Cette circulaire porte le nom du ministre des Affaires Etrangères qui la signa.

2. Renault, p. 3-4, *op. cit.*

utile que la conférence ne siège pas dans la capitale des grandes puissances (1) ».

Le 6 avril 1899, le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, d'accord avec le désir du Tzar, chargea les représentants des puissances prévues par cette conférence de la Paix, d'en avvertir leurs gouvernements respectifs.

La Conférence a été ouverte le 18 mai 1899. Toutes les puissances invitées ont envoyé des délégués (2).

La première séance fut présidée par M. de Beaufort, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, qui proposait aux délégués de confier la présidence de l'assemblée à l'ambassadeur du Tzar, M. de Staal (3).

La proposition fut acceptée à l'unanimité et M. de Staal fut élu président de la conférence.

La conférence constitua trois commissions pour l'étude des différentes parties du programme proposé :

La première commission fut chargée des quatre premiers points ; la deuxième des cinquième, sixième et septième points et enfin la troisième commission du huitième point qui visait les solutions pacifiques (4).

1. Le choix de La Haye comme siège du Congrès, dit M. G. de Lapradelle, accentuait encore l'enthousiasme. Les correspondances des journaux marquaient dès les premiers jours, que dans l'atmosphère calme de cette ville pacifique entre toutes, les diplomaties subissaient peu à peu la contagion des choses et l'effet du milieu ». M. G. Lapradelle, *Rev. gén. de droit int.*, p. 654, 1899.

2. Y furent invités : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Chine, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, les Etats-Unis du Mexique, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie; le Japon, le Luxembourg, le Monténégro, les Pays-bas, la Perse, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Serbie, le Siam, la Suède, la Norvège, la Suisse, la Turquie, la Bulgarie.

Les deux circulaires Mouravieff furent communiquées au Saint-Siège aussi, afin d'avoir à la Conférence un représentant du pape, une aide morale ; mais le gouvernement italien tint absolument à exclure le Saint-Siège de cette conférence, on dut céder à son opposition.

3. Discours de M. de Beaufort, 1^{re} Conférence internationale de Paix, 1^{re} partie, p. 10.

4. Conférence internationale de la Paix, 1^{re} partie, p. 14. |

Ce sont les travaux de la troisième commission présidée par M. L. Bourgeois, premier délégué français, qui ont le plus d'importance pour notre sujet (1).

Elle fut chargée le 26 mai (1899) de l'étude du projet déposé par la délégation russe.

« Eléments pour l'élaboration d'un projet de convention à conclure entre les puissances participant à la Conférence de La Haye (2) ».

L'étude préliminaire sur les institutions qui nous intéressent fut confiée par la troisième commission à un comité spécial. Ce comité a consigné les résultats de ses travaux dans un acte dont voici le titre : *La Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux* (3).

Cet acte est divisé en quatre titres avec 61 articles :

Premier titre : *le maintien de la paix générale* ;

Deuxième titre : *des bons offices et de la médiation* ;

Troisième titre : *des commissions internationales d'enquête* ;

Quatrième titre : *de l'Arbitrage International* (4).

Le titre IV se subdivise encore en trois chapitres :

De la justice arbitrale ; de la cour permanente d'arbitrage, et enfin de la procédure arbitrale.

On y trouve encore les dispositions générales relatives aux ratifications, adhésions et aux dénonciations (5).

La convention s'occupe dans les premiers huit articles de la médiation et des bons offices.

1. Cette troisième commission, en s'occupant spécialement de l'arbitrage, fut nommée « Commission de l'arbitrage. » *Documents diplomatiques des Conférences de 1899 et 1907*, p. 28.

2. Les articles 1-6 du projet russe visent la médiation et les bons offices ; les articles 7 à 13 l'arbitrage. *Conférence internationale de La Haye*, 4^e partie, p. 201 et M. G. de Lapradelle, *Conférence de la Paix. Revue Gén. de Dr. Int.*, t. VI, 1899, p. 760 et suiv.

3. Renault, *Les deux conf. de La Haye*, p. 8.

4. Renault, *op. cit.*, p. 14-23.

5. Renault, *Les deux Conf. de La Haye*, 1899, p. 23.

Elle établit et réglemente deux sortes de médiation : la médiation ordinaire et une médiation spéciale, organisée d'une manière particulière.

* * *

L'œuvre de la conférence en ce qui regarde la médiation.

— En ce qui regarde la première, la conférence lui laissa un caractère facultatif, sans même dire qu'elle considérerait comme un devoir d'y recourir ou de l'accepter.

« En cas de dissentiment grave ou de conflit, dit l'article 2, avant d'en appeler aux armes, les puissances signataires conviennent d'avoir recours, en tant que les circonstances le permettront, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs puissances amies (1). »

D'après les dispositions de cet article, elle ne peut intervenir dans tous les différends, sans distinction, seulement en cas « de dissentiment grave ou de conflit ».

Quelques Etats voulaient faire supprimer les mots « en tant que les circonstances le permettront » pour établir la médiation obligatoire ; d'autres, les faire remplacer par les mots : « à moins que les circonstances exceptionnelles ne rendent ce moyen manifestement impossible (2) ». Mais la conférence n'a pas voulu se prononcer à cet égard et le texte du projet russe reste définitivement adopté avec une légère transformation : au lieu de l'expression : « en tant que les circonstances l'admettraient » qui figurait dans le projet russe article 2, on introduisit les mots : « en tant que les circonstances le permettront ».

La conférence s'occupe aussi du droit et du devoir d'offrir la médiation car l'article 3 dit : « Indépendamment de ce recours, les puissances signataires jugent utile, qu'une ou plusieurs puissances étrangères au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent,

1. Renault, *op. cit.*, p. 14.

2. *Procès-verbaux du comité d'examen de la troisième commission*, p. 4 à 5.

leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit » ; et c'est ici qu'elle donne à la médiation une certaine extension, car l'offre de la médiation ne peut plus être considérée comme un acte peu amical « l'exercice de ce droit, dit l'article 3, troisième paragraphe, ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des parties en litige comme un acte peu amical. »

Dans ce but même la convention a refusé d'insérer toutes les clauses qui iraient à l'encontre de ce but et qui constitueraient « presque une invitation à refuser la médiation. »

M. Veljkovitch délégué de la Serbie aurait voulu que « le refus d'acceptation » de la médiation et des bons offices ne doit pas être non plus considéré comme un acte peu amical. Mais le comité toujours soucieux de donner une extension à cette institution n'a pas voulu l'inscrire dans la convention (1).

Dans les articles 4, 5 et 6 la conférence s'occupe du rôle du médiateur et du caractère de la médiation. Ici la convention ne fait que confirmer les règles déjà existantes et consacrées par le régime antérieur. Elle laisse à la médiation un caractère de conseil amical, sans force obligatoire, excluant par conséquent la médiation armée (2).

Car l'article 6 dit : « Les bons offices et la médiation soit sur le recours des parties en conflit, soit sur l'initiative des puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil et jamais de force obligatoire. »

Dans l'article 7 qui concerne les effets de la médiation, la conférence refuse d'introduire (dans la convention) la clause qui figurait dans l'article 5 de l'amendement (3) du comte

1. Voir la réponse de M. Asser, délégué des Pays-Bas. *Procès-verbaux de la troisième commission*, p. 46. Rapport Descamp, p. 4.

2. L'article 6, Renault, *op. cit.*, 1^{re} Conférence et *La Conférence de la Paix*, 1^{re} partie, p. 79.

3. Les mots « tant qu'elle n'est pas formellement acceptée par toutes les parties en litige » sont supprimés et l'article 7 de la convention devient :

« L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation ou

Nigra. Toujours dans le but de ne pas introduire quelque chose d'inutile dans une convention qui a pour but d'éviter la guerre autant qu'il est possible.

Une nouvelle et très importante innovation de la Convention de la Haye est celle de la médiation spéciale contenue dans l'article 8 de la dite convention (1).

La disposition de cet article est due à M. Hols, délégué américain. La conférence a accepté l'idée de M. Hols, elle ne souleva pas la moindre objection. Cependant la durée du mandat du médiateur fut portée de vingt à trente jours (2).

Le grand avantage de cette innovation est le choix du médiateur par chacune des parties, « elle supprime la nécessité d'une entente parfois très difficile quant au choix d'un médiateur commun (3) ».

M. G. de Lapradelle n'est pas pour cette médiation spéciale. Suivant lui, le projet Hols repose sur une erreur, qui

autres mesures préparatoires à la guerre. « Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours ». Voir M. G. de Lapradelle, *op. cit.*, t. VI p. 760 à 761 et 764.

1. L'article 8. « Les puissances signataires sont d'accord pour reconnaître l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une médiation spéciale sous la forme suivante : « en cas de différend grave compromettant la paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapports directs avec la puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques. »

« Pendant la durée de ce mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré « comme déferé exclusivement aux puissances médiatrices. Celles-ci doivent appliquer tout leurs efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix. » Renault, *Recueil des textes arrêtés. Les deux conf. de la Haye*, p. 15.

2. Le projet américain demandait seulement un délai de vingt jours.

3. Rapport de M. le Chevalier Descamps, p. 5 à 6.

est d'avoir comparé la guerre au duel, la constitution d'un médiateur à la constitution des témoins.

M. G. de Lapradelle voit même dans la facilité d'arriver à cette médiation, un danger. La raison donnée, c'est que comme il est plus facile d'arriver à la médiation de concert qu'à la médiation unique, les Etats en conflit recourent plus souvent à la première qu'à la seconde ; mais la paix sera bien loin d'y gagner, car il est plus difficile de réussir à la médiation de concert qu'à la médiation unique. « Au lieu de donner aux puissances en conflit un ami pour les apaiser, il aura simplement pour résultat de leur en donner deux pour épouser leurs querelles (1). » Dans les articles 9 à 14 la conférence s'occupe de la procédure internationale d'enquête qui constitue une nouvelle innovation de la convention. Les commissions internationales d'enquête sont chargées de faciliter la solution des litiges en examinant impartialement et consciencieusement les questions de fait (2).

* * *

L'œuvre de la conférence en ce qui regarde l'arbitrage.
— Les services rendus par la première conférence de la Haye se sont manifestés encore du côté de l'arbitrage international. Les articles 7 à 13 du projet russe visaient cette institution et la recommandaient. La Russie voulait, en effet dans son projet faire passer à la conférence l'arbitrage obligatoire dans certains cas ; surtout dans les conflits d'ordre juridique ; et pour mieux assurer la réussite de sa proposition, elle limita son application par les mots : « en tant qu'il ne touche ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des états contractants » (3). Du reste les Etats sont libres

1. M. G. de Lapradelle, *op. cit.*, t. VI (1899), p. 765-766.

2. L'art. 9 à 14 de la Convention de la Haye, 1899, III^e titre, L. Renault, *op. cit.*, p. 16.

3. L'art. 10 du projet russe. M. G. de Lapradelle, *op. cit.*, t. VI (1899), p. 784.

d'apprécier si tel ou tel cas doit être soumis à l'arbitrage, par conséquent le projet envisage aussi l'arbitrage facultatif (1) et pour la majorité des cas même. Il n'est pas obligatoire que dans le domaine de l'article 10 du projet russe dont voici le texte. « A partir de la ratification du présent acte, par toutes les puissances signataires, l'arbitrage est obligatoire dans les cas suivants en tant qu'il ne touche ni aux intérêts vitaux ni à l'honneur national des Etats contractants. »

I. — « En cas de différend ou de contestation se rapportant à des dommages pécuniaires éprouvés par un autre Etat ou ses ressortissants à la suite d'actions illicites ou de négligence d'un autre état ou des ressortissants de ce dernier.

II. — En cas de dissentiment se rapportant à l'interprétation et à l'application des traités et conventions ci-dessus mentionnés : 1° Traités et conventions postales et télégraphiques, de chemins de fer ; règlements concernant les moyens destinés à prévenir les collisions des navires en pleine mer ; conventions relatives à la navigation des fleuves internationaux, et canaux interocéaniques ; 2° Conventions concernant la protection de la propriété littéraire et artistique, ainsi que la propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce et non commercial) ; conventions monétaires et métriques ; conventions sanitaires, vétérinaires et contre le phylloxéra ; 3° Conventions de succession, de cartel et d'assistance judiciaire mutuelles ; 4° Conventions de démarcation en tant qu'elles touchent aux questions purement techniques et non politiques (2) ».

En effet le projet russe réduit l'application de l'arbitrage obligatoire à une certaine catégorie de cas moins importants, en écartant les conflits plus graves, et plus menaçants pour la paix générale. Cependant, le gouvernement russe cherche

1. L'art. 9 le même *op. cit.*, p. 784.

2. Projet russe, l'article 10. G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 784.

à donner une certaine extension à l'arbitrage obligatoire par l'article 11 du projet, en recommandant de nouveaux accords entre les puissances signataires.

Le projet russe, même réduit, ne fut pas bien reçu.

C'est surtout l'opposition que les Etats-Unis et l'Allemagne lui ont fait, qui contribua à le mettre en échec. Les Etats-Unis par M. Hols demandèrent que l'on supprimât de l'énumération faite des cas d'arbitrage obligatoire, celui de différends pouvant s'élever sur la question de fleuves internationaux et de canaux inter-océaniques, ainsi que sur les conventions monétaires. M. Hols invoqua à l'appui de sa demande que pour les Etats-Unis la question étant trop grave il ne voulait pas la soumettre à l'arbitrage obligatoire. Le délégué américain ne resta pas seul ; l'envoyé de l'Italie, celui de Roumanie et surtout de l'Allemagne se rallièrent à lui (1). Le Dr Zorn, le délégué de l'Allemagne, déclara que dans aucun cas il ne consentirait que l'arbitrage obligatoire soit inséré dans une convention générale.

« Les expériences faites jusqu'à présent de l'arbitrage obligatoire, dit-il, ne sont pas de nature à nous faire accepter cette mesure (2). »

Devant cette opposition acharnée, la conférence se contenta d'inscrire dans la convention seulement des dispositions qui encouragent l'institution de l'arbitrage obligatoire.

Le texte de l'article 16 de la convention est ainsi conçu : « Dans les questions d'ordre juridique et en premier lieu les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les puissances signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolu par les voies diplomatiques (3). » Ainsi l'arbitrage fut

1. Les propositions russes furent discutées dans la séance du 3 juin 1866 de la Conf. de la Haye. *Documents officiels*, 4^e partie, p. 108 et suiv.

2. Ch. Dupuis, *Cours de Droit des Gens*, 1921-1922, p. 135.

3. Renault, *Les deux Conf. de la Haye*, 1899-1907, p. 16.

reconnu par les puissances signataires comme le moyen le plus efficace et le plus équitable, mais on lui laissa un caractère tout à fait facultatif. Cependant la question de l'arbitrage obligatoire ne fut pas négligée et pour encourager cette forme d'arbitrage et pour donner une satisfaction à ceux qui l'avaient proposé, la convention dans l'article 19 réserve aux puissances signataires le droit de maintenir entre elles les conventions d'arbitrage obligatoire déjà passés, ou d'en passer des nouvelles (1). Par l'insertion de cet article, la cause de l'arbitrage a beaucoup gagné, car de nombreuses conventions d'arbitrage obligatoire furent signées après 1899 et même par des Etats non invités à la Conférence de la Haye.

Les Etats d'Amérique-centrale et méridionale se sont engagés les premiers dans cette voie ; enfin les Etats européens suivent peu à peu le mouvement commencé.

* * *

La Cour permanente d'arbitrage international. — La Conférence de la Haye consacre encore une grande partie de ses travaux, toujours dans le but de donner une certaine extension à l'arbitrage, à l'organisation d'une cour permanente d'arbitrage international et à l'élaboration d'un code de règles de procédure (2) spéciale et précise. Ces dispositions constituent les chapitres II et III du titre IV de la « convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux ».

« Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux dit l'article 20, chapitre II, de la dite convention, les puissances signataires, s'engagent à organiser une cour permanente d'arbitrage accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des

1. Renault, *op. cit.*, voir l'article 19, p. 17.

2. Renault, *op. cit.*, p. 16-23. Titre IV, chap. II et III de la Convention de 1899.

parties, conformément aux règles de procédure insérées dans la présente convention (1). »

Cependant cette cour permanente d'arbitrage de la Haye n'est pas un tribunal proprement dit ; elle ne comprend pas un certain nombre de magistrats investis d'une fonction permanente, siégeant dans des séances périodiques ou continues comme ceux des tribunaux nationaux. Elle est plutôt constituée par une liste des personnes jouissant d'une haute considération, liste constituée d'avance et, parmi lesquelles les parties peuvent choisir leurs arbitres, dans chaque cause (2). Tous les projets qui visaient un tribunal fixe à réunions périodiques, ont été écartés.

La conférence a préféré suivre l'opinion de M. Merignhac (3), soutenue dans son traité, de ne pas instituer un tribunal, une magistrature internationale permanente, et inamovible, qui constitueront un mécanisme coûteux et même dangereux pour l'indépendance des Etats. Il est pour le système du jury international, c'est-à-dire des juges institués dans chaque cause, et pris sur un tableau dressé par les puissances signataires.

Bien que la Cour de La Haye nesoit pas véritablement une juridiction permanente avec les caractères propres d'une cour de justice, elle a réalisé néanmoins un progrès considérable sur le régime antérieur de l'arbitrage. Grâce à l'article 27 (4) du même titre de la convention de 1899, qui

1. Renault, *op. cit.*, titre IV, chap. II, de la même Convention.

2. Renault, *Recueil* l'article 23 et 24 de la Convention de 1899, et M. G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 803 à 804.

3. Merignhac, *Traité théorique et pratique de l'arbitrage int.*, § 459 et suiv., p. 426 à 427.

4. L'article 27 de la convention est due à l'initiative de M. D'Estournelles de Constant, délégué de la France. Il a reçu quelques modifications de la part de M. L. Bourgeois (Lapradelle 813 cité plus bas). Il est conçu dans ces termes : « Les puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux où plusieurs d'entre-elles, de rappeler à celles-ci que la cour permanente leur est ouverte. »

« En conséquence, elles déclarent que le fait de rappeler aux parties en

proclame le devoir des puissances neutres de conseiller à deux Etats en litige de s'adresser à la cour créée, son existence a contribué vivement à la réalisation de son but et à l'œuvre de la Paix.

Enfin la Conférence de La Haye de 1899 dans les derniers articles de la convention, s'occupe des règles de procédure à suivre par les parties en cause et par les arbitres, dans l'arbitrage.

Tous ces articles (30 à 57) constituent le troisième chapitre dudit titre IV de la Convention. Cette procédure n'est pas obligatoire pour les parties.

conflit les dispositions de la présente convention et le conseil donné dans l'intérêt supérieur de la paix de s'adresser à la cour permanente, ne peuvent être considérés que comme actes de bons offices ». Recueil Renault, p. 19.

M. G. de Lapradelle, *Revue gén. de Droit int.* p. (1899), t. VI, p. 813.

Voir aussi : Les Procès-verbaux de la 3^e commission, p. 56 et Conf. internationale (1899). Documents diplomatiques, p. 42.

CHAPITRE II

La seconde Conférence de La Haye

La seconde Conférence de La Haye, 1907. — Cette conférence est due à l'initiative du gouvernement américain des Etats-Unis qui, par M. Hay, secrétaire du département des Affaires étrangères, adressa le 16 décembre 1904 une circulaire (1) aux représentants des Etats-Unis accrédités auprès des gouvernements signataires des actes de la première conférence. Cette circulaire exprimait le désir d'une nouvelle conférence pour continuer et compléter l'œuvre commencée par la première. Comme la guerre de la Russie et du Japon prit fin par le traité de Portsmouth au mois de septembre 1905, le gouvernement du Tzar par le baron de Rosen, ambassadeur de Russie en Amérique, adressa le 13 décembre 1905 un mémorandum au président des Etats-Unis Roosevelt, par lequel il lui faisait part du désir exprimé par son empereur, en vue de cette nouvelle conférence de la Paix. Le président acceptant volontairement le désir de la Russie, le gouvernement russe commença les négociations ; et le 16-29 mars, par une circulaire (2), elle présenta son programme, indiquant en même temps qu'elle désirait donner plus d'ampleur à cette seconde conférence et inviter un plus grand nombre de puissances.

1. Circulaire américaine de 16 décembre 1904. Documents diplomatiques, p. 5 et 6. Conférence de 1907.

2. Circulaire russe de 16-29 mars 1906. Renault, *op. cit.*, p. 52-53.

En effet, le gouvernement russe fit des invitations à tous les Etats qui avaient envoyé, comme elle, en 1899, des délégués à La Haye et même des invitations nouvelles⁽¹⁾. En ce qui regarde le Saint-Siège aucune invitation ne lui fut adressée. On avait maintenu le même système de la précédente conférence.

Le programme russe ayant un esprit fort différent de celui de 1898, l'accord entre les puissances sur les différents points du programme était loin d'être complet. Approuvé en Allemagne et en Autriche, il reçut un accueil peu favorable dans d'autres pays ; ce fut le cas de l'Angleterre, des Etats-Unis, de l'Espagne, du Japon, de la Bolivie, du Danemark, de la Grèce et des Pays-Bas qui voulaient introduire certaines questions dans les débats⁽²⁾.

Dans la circulaire russe, il s'agissait d'élaborer des lois et usages relatifs à la guerre sur mer, d'examiner la question du bombardement des ports, villes et villages ; la pose des torpilles ; la transformation des bâtiments marchands en bâtiments de guerre ; la propriété privée des belligérants sur mer ; les droits et les devoirs des neutres sur mer, etc. Mais elle ne disait rien de l'arbitrage obligatoire et surtout du désarmement, car la circulaire s'exprimait ainsi : « En conséquence, estimant qu'il n'y a lieu actuellement que de procéder à l'examen des questions qui s'imposent d'une façon particulière en tant qu'elles découlent de l'expérience de ces dernières années, sans toucher à celles qui pourraient concerner la limitation des forces militaires ou navales, le gouvernement impérial propose comme programme de la réunion projetée les points suivants⁽³⁾ »...

1. Furent invités : la Bolivie ; la République Argentine, le Brésil, le Chili ; la Colombie, Cuba ; République Dominicaine ; l'Equateur ; le Guatemala ; Haïti, le Nicaragua ; la Norvège, le Panama ; le Paraguay ; le Pérou ; le Salvador, l'Uruguay et le Vénézuéla.

2. Lémonon, *La Seconde Conférence de la Paix*, p. 27. Introduction.

3. Renault, *op. cit.*, p. 53.

suivent les points dont nous avons déjà parlé plus haut.

Les Etats-Unis en particulier avaient formulé certains points assez importants et surtout le désir de limiter l'emploi de la force pour le recouvrement des dettes contractuelles.

L'Angleterre et l'Espagne avaient demandé que la question des dépenses de guerre et de la limitation des armements fut discutée. Comme on le voit, l'accord n'était pas général sur le programme russe.

Enfin, grâce à l'effort de M. de Martens, un des juristes les plus éminents de Russie, les gouvernements donnèrent leur adhésion et la conférence proposée se réunit le 15 juin (1907) à La Haye, dans la grande salle des Chevaliers, située dans le Binnenhof, au centre même de La Haye. Elle siégea du 15 juin au 18 octobre (1907) sous la présidence de M. Nelolow, premier délégué russe.

La conférence étant saisie d'un plus grand nombre de projets, le travail se divisa entre quatre commissions.

Ce sont les travaux de la première commission dite « commission d'arbitrage » (1), présidée par M. Léon Bourgeois qui intéressent notre sujet, parce que c'est elle qui a été chargée de reviser et de modifier la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet (1899).

La première sous-commission s'est subdivisée elle-même, en trois comités A, B et C.

Elle tint sa première séance le 22 juin. Comme base de discussion, on prit le texte même « de la convention du 29 juillet 1899 sur le règlement pacifique des conflits internationaux » qui comprenait quatre titres.

1. Elle s'est divisée dès le début en 2 sous-commissions, toutes les deux présidées par M. L. Bourgeois. Voir *Conférence de Paix, 1907*, *Documents diplomatiques*, pp. 31 et 40.

L'examen des améliorations à apporter aux différents titres de cette convention donna lieu tout d'abord à une discussion générale qui occupa les deuxième, troisième et quatrième séances de la première sous-commission ; séances des 27 juin et 2 et 9 juillet (1).

La première sous-commission dans sa quatrième séance du 9 juillet, décida la constitution d'un comité, à l'examen pour faciliter les travaux de la commission (2).

Ensuite, les propositions et les amendements déposés et qui visaient les transformations de la convention de 1899 furent envoyés à l'examen de ce comité.

Nous allons voir maintenant les modifications apportées à la convention de 1899 par la nouvelle conférence.

En ce qui regarde la médiation, les modifications ne sont pas importantes (3).

En effet, deux amendements avaient été proposés. Un amendement émanant de la délégation américaine, relatif à l'article 3. M. Choate, délégué américain, proposa d'ajouter au premier paragraphe, après le mot « utile », les mots « et désirable ». La sous-commission ayant adopté la proposition faite, l'article 3 de la convention devient : « indépendamment de ce recours, les puissances contractantes jugent utile et désirable, qu'une ou plusieurs puissances étrangères au conflit, offrent de leur propre initiative en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit (4) ».

Un autre amendement avait été proposé par la délégation

1. Voir *Deuxième Conférence de la Paix, actes et documents*, II, pp. 211 et 214.

2. La composition de ce Comité, *Deuxième Conférence de la Paix ; actes et documents*, II, p. 373 ; et *Documents diplomatiques*, p. 40.

3. Le titre 1^{er} de la Convention de 1899, *Du maintien de la paix générale*, qui comprend un seul article, fut maintenu dans celle de 1907 sans observations.

4. Renault, *op. cit.*, p. 72.

haïtienne visant l'article 8 du titre II de la Convention de 1899 (1).

Mais le comité ne voulait pas apporter de changement au texte de l'article 8, qui constituait un ingénieux système de médiation, et en adoptant l'amendement de M. Choate dans la séance du 13 juillet, repoussa, après une discussion, la proposition de Haïti (2). Par conséquent la Conférence se contenta de maintenir les mêmes règles consacrées en 1899.

En ce qui concerne l'arbitrage international, c'est-à-dire le quatrième titre de la Convention de 1899, la Conférence de 1907 n'a pas apporté non plus d'importantes modifications. Après beaucoup de discussions de la première sous-commission et du comité A qui se sont occupés des améliorations à ce titre, les articles 15 à 19 de l'ancienne Convention passent dans la Convention sans aucune observation importante sous les articles 39 à 40 (3).

Il n'y a qu'un seul changement que nous pouvons signaler ; celui qui existe dans l'article 37 de la nouvelle Convention. Cet article est formé maintenant de l'article 15 et 18 de la Convention de 1899. De sorte qu'il devient ainsi : « L'arbitrage international a pour objet le règlement de

1. La délégation proposa de rédiger l'article 8 comme suit : « Les puissances signataires sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une médiation spéciale sous la forme suivante : en cas de différend grave compromettant la paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport avec la puissance choisie d'autre part, à l'effet de nommer le médiateur chargé de prévenir la rupture des relations pacifiques. Pendant la durée de ce mandat, dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours ; les états en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déferé exclusivement à la puissance médiatrice. Celle-ci doit appliquer tous ses efforts à régler le différend. En cas de rupture effective des relations, ces trois puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix. » Lémonon, *op. cit.*, p. 73. »

2. Extrait du rapport du baron Guillaume, rapporteur à la Conférence. Voir p. 5.

3. Renault, *op. cit.*, p. 78.

litiges entre les Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit (1).

« Le recours à l'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence (2). » Ce changement est dû à M. Hammarskjöld délégué de la Suède.

On voit donc que la Conférence de 1907 maintient le caractère facultatif de l'arbitrage international adopté par la précédente Conférence de 1899.

Pourtant la question de l'arbitrage obligatoire n'a pas été oubliée ; elle a donné lieu à beaucoup de discours et de discussions.

Dès le début des discussions, M. Léon Bourgeois, dans un discours, à la première séance de la Commission disait, qu'entre autres points, il y aura à étudier aussi l'arbitrage obligatoire ; à savoir s'il est possible de l'introduire dans des Conventions plus générales (3).

On peut même dire que la majorité des délégués ont émis leur avis sur le principe de l'arbitrage obligatoire, et au moment des discussions générales, ils étaient favorables à cette idée (4).

Les délégués du Nouveau-Monde étaient les plus enthousiastes, parce que là l'idée s'était beaucoup développée dans les derniers temps.

Il y avait onze propositions dans ce sens, émanant des différentes délégations (5).

Toutes ces propositions se rapportaient à l'article 16 de la Convention de 1899 (6), et avaient pour objet l'application

1. L'article 15 de la Convention de 1899. Renault, p. 16.

2. L'article 18 de la Convention de 1899. Renault, p. 16.

3. Discours de M. L. Bourgeois à la première séance le 22 juin, de la première commission.

4. Lemonon, *la Seconde Conférence de la Paix*, p. 23.

5. La sous-commission était saisie de onze propositions émanant des délégations américaine, uruguayenne, serbe, portugaise, suédoise, danoise, dominicaine, grecque, chilienne, vénézuélienne et brésilienne.

6. L'article 16 de la Convention de 1899 était ainsi conçu : « Dans les

de l'arbitrage obligatoire pour un certain nombre de litiges internationaux. Parmi ces propositions, il y en avait de plus larges comme celle de la République dominicaine qui admettait l'arbitrage obligatoire (1) sans restrictions.

Ensuite des propositions non moins larges comme celle du Brésil qui édictait l'arbitrage obligatoire pour toutes les questions, mais avec une certaine réserve (2).

Enfin des propositions plus restrictives comme celles du Portugal, de la Suède, préparées par M. Hammarskjöld, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Cette dernière présentait de très nombreux points de ressemblance avec la proposition portugaise, d'ailleurs cette troisième catégorie de propositions se fondirent en une seule; un projet type dit : « Projet du comité d'examen » ou projet anglo-portugais-américain » (voir la Conférence de 1907, documents diplomatiques p. 43, § 1) (3).

Le comité A chargé par la première sous-commission

questions d'ordre juridique, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les puissances signataires comme le moyen le plus efficace des litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques. » Renault, *op. cit.*, p. 16.

1. Elle prend comme type les traités les plus larges en matière d'obligation, tels que le traité dano-hollandais. Documents diplomatiques. La deuxième Conférence, p. 43.

2. La proposition du Brésil édictait l'arbitrage obligatoire pour toutes questions n'affectant ni l'indépendance, ni l'intégrité territoriale, ni les intérêts essentiels, ni les instructions ou lois internes, ni les intérêts des tierces puissances. La proposition ajoutait que dans tous les différends relatifs à des territoires peuplés on n'aurait recours à l'arbitrage qu'avec l'assentiment préalable des populations intéressées à la décision. Lémonou, *op. cit.*, p. 132).

3. Dans ces projets, l'arbitrage obligatoire est prévu pour l'interprétation de tous traités, ou pour les différends d'ordre juridique, la Suède, sous réserve librement appréciée des intérêts vitaux et de l'indépendance; le Portugal sous réserve librement appréciée des intérêts essentiels de l'indépendance et des intérêts des tierces puissances. Les Etats-Unis sous la réserve librement appréciée des intérêts vitaux, de l'indépendance, de l'honneur, des intérêts des tierces puissances. Toutes ces propositions.

d'étudier les propositions relatives à l'arbitrage obligatoire, examina d'abord les plus larges qui furent écartées ; après furent discutées les plus restrictives, celles qui visaient le recours à l'arbitrage obligatoire sous les réserves inévitables. On mit aussi en discussion une résolution transactionnelle proposée par les délégués d'Autriche-Hongrie (1) relativement à l'arbitrage obligatoire.

Toutes ces propositions ont été minutieusement examinées par le Comité A de la première sous-commission ; la discussion dura onze séances du 3 août au 4 septembre (2).

En effet, on aurait cru que le succès de l'arbitrage obligatoire serait assuré à la conférence. Mais le désaccord commença à se produire ; beaucoup des membres de la conférence combattaient énergiquement cette théorie. Il y avait surtout l'Allemagne complètement hostile à l'idée d'un arbitrage obligatoire dans les traités internationaux. Tout d'abord la majorité des conférenciers s'est montrée favorable à un traité mondial d'arbitrage obligatoire, seulement en principe, mais le désaccord commença à se produire quand on examina les différends qui seraient susceptibles d'être soumis à cette voie. La résistance de quelques délégués comme M. Asser, délégué des Pays-Bas, M. Streit, délégué de la Grèce et surtout l'opposition du délégué allemand baron Marschall de Biberstein et du Dr Kriege, un autre délégué allemand, firent échouer l'arbitrage obligatoire. Les adversaires de l'arbitrage obligatoire ne voulaient pas substituer au texte souple de l'article 19 existant, un nouveau texte moins souple et beaucoup plus restreint, et qui pouvait enrayer le mouvement qui commençait à se produire. « Le

énuméraient encore un certain nombre de cas où l'arbitrage devait être obligatoire sans réserves (Voir Lémonon, *op. cit.*, p. 133).

1. Voir la seconde conférence internationale (1907). Documents diplomatiques, p. 52.

2. Lémonon, p. 130.

mieux serait peut-être dit M. Asser, de s'en tenir au texte souple de l'article 19 de la Convention de 1899 (1) ».

M. Marschall le délégué du gouvernement allemand en examinant les différents projets et surtout les différents conflits que l'on voulait soumettre à l'arbitrage obligatoire s'exprime ainsi : « l'élaboration d'un traité général obligatoire serait chose bien difficile » et que la « conférence aurait grand tort de s'engager dans la voie que lui proposaient plusieurs délégations, et notamment la délégation américaine » et en montrant tous les désavantages de l'arbitrage obligatoire, il dit : « la déclaration solennelle des puissances, contenue dans la Convention de 1899 que l'arbitrage est le moyen le plus efficace en même temps que le plus équitable de régler les litiges » faisant allusion à l'article 16 de ladite convention « dispose-t-elle d'une force morale bien plus intense en faveur de l'arbitrage qu'une disposition mondiale qui, obligatoire dans la forme mais pas dans l'essence, ne jouira ni de l'autorité, ni du respect universel, pour acheminer la réalisation de la grande idée, du règlement pacifique des conflits internationaux » et ensuite il conclut : « il faut donc maintenir purement et simplement l'article 16 de la Convention de 1899 (2) ».

De même le Dr Kriege un autre délégué allemand, en examinant les projets disposés par des partisans de l'arbitrage obligatoire dit : « ils constituent plutôt un recul, qu'un progrès, ils barrent la route aux Etats qui voudraient conclure, deux à deux, des traités plus complets et plus efficaces » (3).

1. Lémonon, *op. cit.*, p. 125. L'article 19 de la Convention de 1899 était ainsi conçu : « Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les puissances signataires, ces puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent acte, soit postérieurement, des accords nouveaux généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre ». Renault, *op. cit.*, p. 17.

2. Voir discours du baron Marschall Lémonon, p. 126-128.

3. La 2^e Conférence internationale (1907). Documents diplomatiques, p. 48. Voir aussi la 6^e séance du comité A, 6 août.

Malgré tous les efforts faits par les partisans de l'arbitrage obligatoire et les explications données par M. Le Bourgeois (1), ils n'ont pas réussi à arriver à une entente concernant un traité mondial d'arbitrage obligatoire, même avec les plus larges réserves; et la conférence, après avoir adopté presque sans observations les articles 37 à 40 qui remplacent les articles 15 à 19 de la Convention de 1899, en consacrant les principes de l'arbitrage facultatif, a dû finir par noter une déclaration pour résumer les points sur lesquels elle avait pu se mettre d'accord (2).

En effet la conférence est unanime « à reconnaître le principe de l'arbitrage obligatoire, à déclarer que certains différends et notamment ceux relatifs à l'interprétation et à l'application des stipulations conventionnelles internationales sont susceptibles d'être soumises à l'arbitrage obligatoire sans aucune restriction ».

« Elle est unanime enfin à proclamer que s'il n'a pas été donné de conclure, dès maintenant, une convention en ce sens, les divergences d'opinion qui se sont manifestées n'ont pas dépassé les limites d'une controverse juridique, et qu'en travaillant ici ensemble pendant quatre mois, toutes les puissances du monde, non seulement ont appris à se comprendre et à se rapprocher davantage, mais ont su dégager, au cours de cette longue collaboration, un sentiment très élevé du bien commun de l'humanité (3).

La Cour de justice arbitrale. — Pour faire une étude complète de l'arbitrage international à la seconde conférence de La Haye, nous trouvons qu'il est utile de voir ce que la Cour permanente d'arbitrage créée en 1899 est devenue à cette dernière conférence. Car l'organisation de cette insti-

1. Discours de M. Léon Bourgeois. Voir Lémonon, p. 174 et suiv.

2. La déclaration a été votée par la Conférence plénière dans la séance du 16 octobre. Documents diplomatiques. Conf. internat. de 1907.

3. Renault, *op. cit.*, p. 63.

institution exerce une influence assez importante sur l'arbitrage et contribue de beaucoup à son développement.

Dans ce but, la première sous-commission a été saisie par la délégation américaine d'un important projet en six articles. Ce projet instituait à côté de la Cour d'arbitrage établie par la Conférence de 1899, une autre Cour permanente coexistant avec l'autre (1). « Une Cour de justice arbitrale » d'après la désignation américaine (2). Après beaucoup de discussions la proposition a été approuvée en principe; cependant la Conférence n'a pu s'entendre sur le point essentiel; sur la composition et la manière de nommer les membres juges de la cour. Malgré les efforts faits par M. Choate, délégué américain, pour montrer que le projet américain ne changerait en rien le caractère facultatif de la Cour déjà établie, devant la résistance obstinée de M. Barbosa, délégué du Brésil, le projet échoua. Il s'agissait de donner satisfaction au principe de l'égalité des Etats.

Le nombre des juges devant être limité à 15 ou 20, il ne pouvait être question de donner un représentant à chacun des 44 États qui avaient participé aux travaux de la conférence. Alors les grandes puissances prétendirent avoir chacune un juge permanent, et offrirent aux autres puissances un système de roulement *varié des tours pour chacune d'elles*. Mais le Brésil par son délégué M. Barbosa s'y opposa.

Sur cette question qui mettait en jeu le principe de l'égalité juridique des Etats la conférence ne put arriver à une solution définitive; elle renonça donc à organiser la cour dont elle avait approuvé le principe et se borna à insérer dans l'acte final de ses travaux un vœu ainsi conçu: « La conférence recommande aux puissances signataires l'adoption du projet ci-annexé (3) de convention pour l'établis-

1. Voir Lémonon, *op. cit.*, p. 220-221.

2. Projet soutenu par M. Choate délégué américain.

3. Annexe au premier vœu émis par la deuxième Conférence de la Haye, p. 66. Renault, *op. cit.*

sement d'une cour de justice arbitrale et sa mise en vigueur dès qu'un accord sera intervenu sur le choix des juges et la constitution de la Cour (1) ». Par conséquent la deuxième conférence sur la question d'organiser une cour réellement permanente, aussi bien que pour l'arbitrage obligatoire n'a pas été plus heureuse. Après avoir vu les efforts faits par la conférence de 1907 pour compléter l'œuvre commencée par celle de 1899 ; après avoir suivi minutieusement les discussions et surtout les résultats de ses travaux, nous constatons que malgré quelques progrès réalisés dans le droit international, elle n'a pas répondu à son but. Sans pouvoir nier les progrès qu'elle a marqué dans l'œuvre de la paix, dans quelques règles de droit international et surtout le progrès réalisé sur le régime antérieur de la médiation et de l'arbitrage (2), nous n'hésitons pas à dire qu'elle n'a presque rien fait en ce qui regarde les questions essentielles ; comme l'arbitrage obligatoire et l'organisation d'une cour de justice réellement permanente. C'est toujours du côté de l'arbitrage facultatif et de la cour insuffisamment organisée par la conférence de 1899 qu'elle est restée. Après tant de débats et de discussions sur les projets déposés en vue d'un traité mondial d'arbitrage, soit sans réserves, soit avec des réserves ; après des tentatives multiples et d'admirables discours en vue d'arriver à une solution définitive, la conférence a fini par émettre des vœux et faire des déclarations résumant les points sur lesquels les puissances ont été d'accord en principe. Mais si ces vœux et ces déclarations marquent un certain progrès sur les résultats des travaux de la première conférence (3) ils sont loin d'être de véritables

1. Renault, *op. cit.*, p. 64.

2. En ce qui regarde la procédure la Conférence de 1907 offre aux Etats désireux de recourir à l'arbitrage, une procédure sommaire moins compliquée et moins coûteuse que celle de la Convention de 1899. Voir Renault, *op. cit.*, p. 86-87, l'art. 86 et 90.

3. A la première Conférence de la Haye (1899). L'arbitrage obligatoire n'a pas été admis même en principe ; c'était l'Allemagne qui s'opposait.

conventions ayant l'autorité d'un traité mondial. Au contraire ils constatent, comme l'a très bien dit M. Lémonon dans son traité *La seconde Conférence de la Paix*, simplement l'insuccès de la conférence sur les matières auxquelles ils se rapportent, une conférence n'émet des vœux que sur les points où elle n'a pas abouti (1). » Il reste alors à une nouvelle conférence internationale de reprendre les travaux commencés par les deux conférences de la Haye, et de compléter et améliorer autant que possible l'œuvre commencée.

Ce sera la Société des Nations qui en aura la charge.

1. Lémonon, *op. cit.*, p. 771.

CHAPITRE III

LA MÉDIATION ET L'ARBITRAGE A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le Pacte de la Société des Nations. — Dans la première partie du traité de Versailles sous les articles 1 à 26 figure le pacte qui institue la Société des Nations, et qui a été accepté par les hautes puissances contractantes dans le but de réparer les injustices commises par la guerre, et encore en vue d'un engagement réciproque de ne pas recourir à la force avant d'avoir, au préalable, tenté de trancher le conflit par un moyen pacifique, arbitrage ou médiation (1). Par conséquent, elles ont voulu constituer une garantie sérieuse et permanente à l'accomplissement de l'œuvre de la paix et de la justice. Cette société internationale permanente par la façon d'être organisée (2) assem-

1. *Le préambule du pacte* du traité de Versailles : Les hautes parties contractantes, considérant que pour développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre ;

D'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur ;

D'observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règle de conduite effective des Gouvernements, de faire régner la justice et de respecter scrupuleusement toutes les obligations des Traités dans les rapports mutuels des peuples organisés, adoptent le présent pacte qui institue la Société des Nations. Voir *Traité de Versailles*, 1^{re} partie, p. 9. Publication du Ministère des Affaires Étrangères (1919).

2. *Les organes de la Société des Nations :*

I. Le conseil exécutif, organe directorial ;

II. L'Assemblée des délégués, organe représentatif ;

III. Le Secrétariat permanent, organe de la coordination et de la continuité des travaux. Voir *l'article 2 du pacte*.

blée, conseil, secrétariat, est appelée à rendre des services immenses et de réaliser un grand progrès à l'œuvre déjà commencée par les précédentes réunions internationales de La Haye en 1899 et 1907.

Sans insister sur son organisation et les dissensions qui ont précédé sa constitution, nous allons voir ce que la médiation et l'arbitrage sont devenus dans le pacte instituant cette société internationale.

En ce qui regarde la médiation aussi bien que les bons offices, le pacte de la Société des Nations ne s'en occupe presque pas ; il n'y a aucune disposition dans le pacte qui puisse viser directement ces solutions pacifiques. Par conséquent les règles admises par les deux conférences de La Haye restent debout. Le pacte n'y ajoute rien.

Cependant ce moyen de règlement pacifique n'a pas été complètement négligé par les parties contractantes ; il a été au moins indirectement prévu dans le pacte. Si nous examinons l'article 15 du pacte, nous voyons qu'il établit non expressément, mais d'une façon indirecte, la médiation. Voici le texte de l'article 15 du pacte :

« S'il s'élève entre les membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à l'arbitrage prévu à l'article 13, les membres de la société conviennent de le porter devant le conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets. »

« Dans le plus bref délai les Parties doivent lui communiquer l'exposé de leur cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives. Le conseil peut ordonner la publication immédiate. »

« Le conseil s'efforce d'assurer le règlement du différend. S'il y réussit, il publie, dans la mesure qu'il juge utile, un exposé relatant les faits, les explications qu'ils comportent et les termes de ce règlement. »

« Si le différend n'a pu se régler, le conseil rédige et publie un rapport, voté soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix, pour faire connaître les circonstances du différend et les solutions qu'il recommande comme les plus équitables et les mieux appropriées à l'espèce. »

Il s'agit donc d'une tentative de conciliation et d'une médiation exercée par le conseil de la Société des Nations ; il ne tranche pas le différend d'après la règle stricte du droit, mais il recommande aux parties tout simplement « des solutions équitables et mieux appropriées à l'espèce » (1) et cette solution n'est pas obligatoire pour les parties. En analysant l'article 15 § 6 (2) du pacte on aurait cru qu'il établit une sorte de médiation obligatoire ; car la solution pacifique, le rapport du conseil sera obligatoire s'il est unanime ; mais étant donné les difficultés de réaliser cette unanimité, on ne peut pas dire que la médiation devient obligatoire. D'ailleurs le paragraphe 7 du même article dit : « Dans le cas où le conseil ne réussit pas à faire accepter son rapport par tous ses membres autres que les représentants de toute partie au différend, les membres de la société se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de la justice (3). »

On voit par là que le recours à un autre moyen pour trancher le conflit, reste possible pour les parties.

1. L'article 15 du pacte, p. 13. *Traité de Versailles*, 28 juin 1918. Publication du Ministère des Affaires étrangères.

2. Si le rapport du Conseil est accepté à l'unanimité, le vote des Représentants des parties ne comptant pas dans le calcul de cette unanimité, les membres de la Société s'engagent à ne recourir à la guerre contre aucune partie qui se conforme aux conclusions du rapport.

3. Le projet suisse, qui distingue la conciliation de la médiation, voulait que les puissances avant de recourir, soit à l'arbitrage, soit à l'enquête du conseil exécutif, essaient de résoudre leurs différends par une commission de conciliation et d'enquête choisie par les parties. Mais cet amendement ne pouvait pas être accueilli par les puissances ; on a trouvé que c'est mieux de recourir à la médiation ou à l'enquête de la Société des Nations, que de recourir à des négociateurs choisis par les parties.

Notons encore que le différend peut être porté devant l'assemblée des délégués à la requête de l'une ou l'autre des parties; le conseil, à ce point de vue, n'a pas une compétence exclusive. La requête des parties « devra être présentée dans les quatorze jours à dater du moment où le différend est porté devant le conseil (1). »

Une autre disposition du pacte qui regarde toujours d'une façon indirecte la médiation est celle contenue dans l'article 19 dont voici le texte : « L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des Traités devenus inapplicables ainsi que des situations internationales, dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde (2). »

Cet article constitue, d'après M. Dupuis, une demande de médiation toutes les fois que la paix du monde pourrait être en péril (3).

Les procédés imaginés par le pacte, pour résoudre les conflits internationaux s'étendent non seulement aux Etats membres de la Société des Nations, mais aux Etats qui sont en dehors de cette société; et cela non seulement lorsqu'il s'agit de conflits entre eux et les membres de la Société mais encore des conflits entre eux seuls (4). Dans les deux cas, ces

1. Les derniers paragraphes de l'article 15 du pacte.

2. M. Dupuis, *Cours de droit des Gens*, 1921-1922, p. 85. Voir aussi *Actes de la première Assemblée*, 1920, p. 580-581.

3. M. Dupuis nous parle à ce sujet d'un conflit entre la Bolivie, le Pérou et le Chili dont la Société des Nations s'est occupée à la Conférence de Genève en septembre (1919). La Bolivie n'étant pas satisfaite des dispositions d'un certain Traité de 1904 avec le Chili qui la privait de certains territoires, voulait, en s'appuyant sur le texte de l'article 19 du pacte, faire modifier les dispositions du traité. Mais elle n'a pas abouti dans ses démarches. De même la Délégation péruvienne par une lettre en date du 2 décembre a avisé le secrétaire général que le gouvernement péruvien retirait la demande posée par la lettre du 1^{er} novembre de modifier le traité du 20 octobre 1883 avec le Chili. Voir *Société des Nations*, actes de la première assemblée, séances plénières, p. 580 et 596 (1920).

4. L'article 17 du pacte (*op. cit.*, p. 15) et l'article 16.

Etats « étrangers », sont invités à accepter les obligations des membres de la Société aux fins du litige, et dès que cette invitation est lancée le Conseil exécutif ouvre son enquête et prépare sa recommandation, sans même attendre à savoir quel accueil elle recevra. « Si l'Etat invité, refusant d'accepter les obligations de Membre de la Société aux fins de règlement du différend, recourt à la guerre contre un membre de la Société, les dispositions de l'article 16 lui sont applicables (1). »

Si le refus émane des deux Etats en conflit, le Conseil exécutif reste, qu'ils soient tous les deux étrangers à la Société, ou que l'un seulement en soit membre, libre de ses délibérations ; « il peut prendre toutes mesures et faire toutes propositions de nature à prévenir les hostilités et à amener la solution du conflit ».

En ce qui concerne l'arbitrage nous trouvons quelques dispositions dans les articles 12 et 13 du pacte, et dans le traité lui-même. Parmi les dispositions qui regardent directement ce moyen pacifique, il y a d'abord l'article 12 (2), en vertu duquel les membres de la Société des Nations obligent les parties en conflit de recourir avant de prendre les armes, à l'arbitrage ou à l'examen du conseil, et ensuite l'article 13 du pacte, qui après avoir fait une énumération des conflits susceptibles d'une solution arbitrale, nous dit simplement que « la cour d'arbitrage à laquelle la cause est soumise

1. Voir M. Georges Scelle, *le Pacte des Nations et sa liaison avec le Traité de Paix*, p. 180.

2. L'article 12 du pacte est ainsi conçu : « Tous les membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront soit à la procédure de l'arbitrage, soit à l'examen du conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la sentence des arbitres ou le rapport du conseil. »

« Dans tous les cas prévus par cet article, la sentence des arbitres doit être rendue dans un délai raisonnable et le rapport du conseil doit être établi dans les six mois à dater du jour où il aura été saisie du différend ».

est la cour désignée par les parties ou prévue dans leurs conventions antérieures (1) ».

Après avoir vu ces deux articles du pacte de la Société des Nations, nous constatons tout simplement, que c'est de l'arbitrage facultatif que le pacte parle car les parties gardent leur liberté de recourir ou non à l'arbitrage ; qu'elles peuvent choisir entre la voie diplomatique, la procédure arbitrale et celle de l'examen du conseil, même pour les questions susceptibles d'une solution arbitrale. Par conséquent nulle disposition sur l'arbitrage obligatoire dans le pacte, qui ne change en rien les principes consacrés par les précédentes conférences de paix de La Haye ; l'arbitrage reste facultatif. Le comité des juristes chargé par le conseil (2) de la Société des Nations de préparer un projet d'organisation de la cour de justice internationale, a tenté de rendre l'arbitrage obligatoire dans le domaine de l'article 13 du pacte, au sujet des différends relatifs à l'interprétation d'un traité et à la nature, à l'étendue de la réparation due par la rupture de l'engagement international. Mais le conseil, toujours soucieux de ne pas s'éloigner de

1. L'article 13 du pacte « les membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible à leur avis, d'une solution arbitrale, et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à l'arbitrage. »

« Parmi ceux qui sont généralement susceptibles de solution arbitrale, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, ou à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture. »

« La Cour d'arbitrage à laquelle la cause est soumise est la cour désignée par les parties ou prévue dans leurs conventions antérieures. » Les Membres de la S. s'engagent à exécuter, de bonne foi, les sentences rendues et à ne recourir à la guerre contre tout membre de la société qui s'y conformera. Faute d'exécution de la sentence, le conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet ».

2. Le comité consultatif des juristes constitué par le Conseil de la Société des Nations dans sa séance du 13 février à Londres. *Journal officiel de la Société des Nations*, juillet-août 1920, p. 226.

l'esprit du pacte, ne maintient pas le point de vue des juriconsultes (1).

Dans le projet suisse relatif au projet de la cour permanente de justice internationale (2), figurait aussi une disposition qui aurait beaucoup contribué au développement de l'arbitrage obligatoire. « Il appartient aux membres de la Société des Nations, dit l'amendement suisse, de confier leurs différends susceptibles d'arbitrage à n'importe quelle juridiction qui leur convient mais si cela ne peut se faire par leur commune convention, une juridiction toute prête intervient ; c'est la juridiction de la « Cour de justice. » Par conséquent il visait une justice arbitrale obligatoire dans certains cas. Cette proposition n'a pas été acceptée. L'arbitrage reste facultatif. De sorte qu'à ce point de vue le pacte n'apporte presque aucun changement à l'ancienne convention sur le règlement pacifique des conflits internationaux. Le seul progrès réalisé par le nouveau texte est celui qui consiste à soumettre aux arbitres « la question intégralement », c'est-à-dire à leur donner une compétence complète du litige (3).

Mais, à vrai dire, le progrès ne vaut pas grand chose, du moment que le pacte restreint l'application de l'arbitrage seulement dans les cas de minime importance ; et même dans cette occasion, il s'en remet à la volonté des parties. Cependant nous trouvons dans le Traité de Versailles des dispositions qui se réfèrent à l'arbitrage obligatoire.

Un exemple frappant est l'article 98 du dit traité au sujet des conventions que devront conclure l'Allemagne et la Pologne pour assurer à chacune des libertés de communications entre leurs territoires. En cas de contestation le

1. *Le journal*, n° 10, de la première Assemblée, p. 80, 25 novembre 1920. Voir aussi le *Cours de Droit international public*, 1920-21, par M. G. de Lapradelle.

2. *Cours de Droit International* 1920-1921 par M. G. de Lapradelle.

3. Voir l'article 13 du pacte déjà cité § 1^{er}.

conseil de la Société interviendra pour assurer leur conclusion (1).

Le paragraphe 33 de l'annexe à l'article 50 du même traité institue aussi un arbitrage obligatoire pour les litiges pouvant s'élever entre la France et l'Allemagne en ce qui regarde l'organisation et l'administration du territoire du Bassin de la Sarre ; Tous ces différends seront tranchés au moyen d'une décision obligatoire pour les deux pays, rendue à la majorité par la commission du gouvernement du territoire (2).

L'article 103 du Traité (3) nous fait constater un nouveau cas d'arbitrage obligatoire au sujet des contestations qui viendraient à s'élever entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig. Sur tous ces litiges, c'est le haut commissaire de la Société des Nations désigné comme arbitre qui doit statuer en première instance.

Un autre article du Traité de Versailles, particulièrement intéressant, à ce point de vue, est l'article 244 deuxième annexe, § 13 (4).

D'après ce paragraphe la commission des réparations prévue par l'article 233 du traité, toutes les fois qu'elle prend une décision doit se conformer à quelques règles fixées se référant à la manière de prendre cette décision.

1. Voir *Traité de Versailles*, Publication du Ministère des Affaires étrangères, p. 59.

2. Voir aussi Dupuis, *Cours de Droit des Gens*, 1921-1922, p. 151 et suivantes et l'article 50 § 3 du traité.

3. L'article 103 est ainsi conçu : « La constitution de la ville libre de Dantzig sera élaborée d'accord avec un haut commissaire de la Société des Nations, par des représentants de la ville libre régulièrement désignés. Elle sera placée sous la garantie de la Société des Nations. » « Le Haut commissaire sera également chargé de statuer en première instance sur toutes les contestations qui viendraient à s'élever entre la Pologne et la Ville libre au sujet du présent traité ou des arrangements et accords complémentaires. Le Haut commissaire réside à Dantzig. »

4. La VIII^e partie du traité. *Titre Réparations*.

Ainsi « sur les questions suivantes l'unanimité est nécessaire » :

a) « Questions intéressant la souveraineté des puissances alliées et associées ou concernant la remise de tout ou partie de la dette ou des obligations de l'Allemagne. »

b) « Questions relatives au montant et aux conditions des bons et autres titres d'obligations à remettre par le gouvernement allemand et à la fixation de l'époque et du mode de leur vente, négociation ou répartition. »

c) « Tout report total ou partiel au delà de l'année 1930, des paiements venant à échéance entre le 1^{er} mai 1921 et la fin de 1926 incluse. »

d) Tout report total ou partiel pour une durée supérieure à trois années, des paiements venant à échéance après 1926.

e) « Questions relatives à l'appréciation, dans un cas particulier, d'une méthode d'évaluation des dommages différentes de celle qui a été précédemment adoptée dans un cas semblable. »

f) « Questions d'interprétation des dispositions de la présente partie du présent traité ». Mais en règle générale on demande seulement la majorité, car l'article continue : « Toutes autres questions seront résolues par un vote à la majorité. »

Il peut arriver que les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si c'est un cas qui appartient aux questions exceptionnelles prévues par le paragraphe 13, et pour lequel on demande l'unanimité, ou bien c'est un cas qui fait partie de la règle générale et qui doit être soumise à la majorité.

Dans le cas où un litige éclate entre les parties sur ce point, le dit paragraphe remet l'affaire à l'arbitrage d'une personne impartiale (1), et les parties s'engagent à accepter la sentence.

1. Car la dernière partie du paragraphe 13 dit : « Au cas où surgirait entre les délégués un conflit d'opinion sur la question de savoir si une espèce déterminée est une de celles dont la décision exige ou non un vote unanime et au cas où ce conflit ne pourrait être résolu par un appel à leurs gouvernements, les gouvernements alliés et associés s'engagent à déférer immédiatement ce

Ensuite l'article 289 du traité prévoit encore un cas de recours à l'arbitrage devant la Société des Nations. Cet article vise les conventions ou les traités bilatéraux dont on pourra exiger de l'Allemagne la remise en vigueur.

Or comme « les puissances alliées s'engagent entre elles à ne remettre en vigueur avec l'Allemagne que les conventions ou traités qui sont conformes aux stipulations du présent traité », il peut arriver des discussions, des divergences entre les parties, sur le point de la *compatibilité* des dispositions de ces traités, avec le traité de Versailles. Dans ce cas le conflit est porté devant la Société des Nations car l'article 289 dit : « en cas de divergence d'avis, la Société des Nations sera appelée à se prononcer (1) ».

On constate par conséquent que dans le traité il y a quelques cas d'arbitrage obligatoire. Les parties en cause sont obligées d'y recourir comme en vertu de toute autre clause compromissaire.

La Cour de justice internationale de la Société des Nations. — L'une des œuvres les plus importantes du pacte

conflit à l'arbitrage d'une personne impartiale sur la désignation de laquelle ils se mettront d'accord et dont ils s'engagent à accepter la sentence. »

1. L'article 289, partie X du traité de Versailles, section II, p. 140, *op. cit.*

L'article 289 est ainsi conçu : « Chacune des puissances alliées ou associées s'inspirant des principes généraux ou des stipulations particulières du présent traité, notifiera à l'Allemagne les conventions bilatérales ou les traités bilatéraux, dont elle exigera la remise en vigueur avec elle. La notification prévue au présent article sera faite soit directement soit par l'entremise d'une autre puissance. Il en sera accusé réception par écrit par l'Allemagne ; la date de la remise en vigueur sera celle de la notification. Les puissances alliées ou associées s'engagent entre elles à ne remettre en vigueur avec l'Allemagne que les conventions ou traités qui sont conformes aux stipulations du présent traité. »

« La notification mentionnera éventuellement celles des dispositions de ces conventions ou traités qui, n'étant pas conformes aux stipulations du présent traité, ne seront pas considérées comme remises en vigueur. »

« En cas de divergence d'avis, la Société des Nations sera appelée à se prononcer... »

de la Société des Nations, et qui constituent vraiment l'accomplissement de celles commencées par les conférences de paix de la Haye, c'est d'avoir organisé une cour permanente de justice internationale. L'organisation de cette juridiction permanente est prévue par l'article 14 du pacte dont voici le texte : « Le conseil est chargé de préparer un projet de Cour permanente de justice internationale et de le soumettre aux membres de la Société. Cette cour connaîtra de tous différends d'un caractère international que les parties lui soumettront. Elle donnera aussi des avis consultatifs surtout différend ou tout point, dont la saisira le Conseil ou l'Assemblée ». Le Conseil de la Société des Nations, en exécution de cet article, confia la charge d'élaborer un projet d'organisation de cette cour de justice, à une commission internationale des juristes qui, le 16 juin 1920, se réunit à la Haye (1). De leurs travaux sortit le Statut qui institue « la Cour permanente de justice (2) internationale » à côté et indépendamment de la Cour permanente d'arbitrage organisée par les Conventions de La Haye de 1899 et 1907 (3), et des tribunaux spéciaux d'arbitres existants, auxquels les états demeurent toujours libres de confier la solution de leurs « différends ». En effet la Convention de 1899 a institué une Cour permanente d'arbitrage ; c'est la Cour d'arbitrage dont le siège est à La Haye (4). Cependant cette institution n'est pas un tribunal proprement dit, ayant des séances régulières et continues. Voilà ce que nous dit M. Pillet en parlant de cette institution : « On sait que cette juridiction,

1. *Le Journal officiel de la Société des Nations*, février-août 1920, p. 226. 1^{re} séance au Palais de la paix à La Haye.

2. Quelques modifications ont été apportées à ce statut.

3. La proposition d'Argentine de supprimer la Cour de la Haye est repoussée. *Le Journal de la 1^{re} Assemblée*, n° 24, 11 décembre 1920, p. 204. Voir 1^{er} article du Statut de la Cour permanente de justice internationale. Document, p. 258 et suiv. Le Statut de la Cour.

4. Voir l'article 20 de la Convention (1899) et l'article 41 (1907) qui précisent nettement le rôle assigné à cette juridiction.

qualifiée de Cour permanente d'arbitrage, n'est pas un tribunal constitué d'une façon immuable et tenant des audiences régulières. C'est plutôt une simple liste de juges fort recommandables, dans laquelle les parties auront la faculté de choisir les arbitres de leur différend » (1). Par conséquent nous n'avons pas une juridiction permanente avec les caractères propres d'une cour de justice régulièrement constituée. La Cour de 1899 ne met à la disposition des parties qu'un choix d'arbitres et une procédure qui les dispense, si elles le veulent d'en élaborer une elle-mêmes. En 1907, comme nous avons vu quand nous avons parlé de cette conférence, la question a été reprise ; on a voulu donner à l'arbitrage un tribunal véritablement permanent. Mais tous les efforts ont été inutiles ; les puissances n'ont pu se mettre d'accord sur la manière de nommer les juges qui seraient appelées à siéger. Comme on ne pouvait pas donner satisfaction au principe de l'égalité juridique des états, principe mis en avant par les petits états, toutes propositions en vue d'organiser cette institution échouèrent. En effet la cour, grâce aux grandes puissances, s'est créée en principe, sur le papier, comme l'a très bien dit M. G. de Lapradelle, mais pas en réalité (2).

C'est cette question avant tout qui doit être résolue par la Commission des juriconsultes et à La Haye, avant d'élaborer leur projet. Elle constitue pour le comité des juristes de La Haye un point assez important dans leurs discussions.

Pour donner satisfaction à ce principe, les membres du comité se sont servis des organes de la Société des Nations ; Conseil et Assemblée. Des organes qui ne sont pas contraires au principe de l'égalité des Etats (3).

1. Pillet, *La Cause de la Paix et les deux Conférences de la Haye*, p. 14.

2. Voir cours de M. G. de Lapradelle cité, 1920-1921.

3. Voir *Cours de Droit international public*, 1920-1921, par M. G. de Lapradelle.

En effet, ils ont décidé de faire désigner les membres de la cour par le conseil et par l'assemblée de telle manière que chacun d'eux pour être élu, doit compter la majorité dans le conseil et dans l'assemblée. Sur ce point l'entente fut réalisée (1). Les candidats seront présentés par les groupes nationaux de la cour permanente d'arbitrage déjà existante.

Une question importante dont il faut tenir compte est la compétence de la cour.

Le projet préparé par le comité des juristes à La Haye donnait à la cour un pouvoir obligatoire du règlement des questions juridiques, avec droit pour elle d'interpréter le caractère juridique du conflit, pour fixer souverainement sa compétence (2). Mais le conseil toujours soucieux que le projet fut le plus possible dans l'esprit du pacte de la société, ne maintint pas le point de vue des juristes ; en conséquence, il a cru préférable de définir la compétence de la cour, selon les termes mêmes du pacte (3).

Il faut donc le consentement, l'accord des deux parties

1. L'art. 4 du statut de la C. P. de J. Int. est ainsi conçu :

« Les membres de la cour sont élus par l'assemblée et par le conseil sur une liste présentée par les groupes nationaux de la Cour d'arbitrage conformément aux dispositions suivantes. »

« En ce qui concerne les membres de la Société qui ne seront pas représentés à la Cour permanente d'arbitrage, les listes de candidats seront présentées par des groupes nationaux désignés à cet effet par leurs gouvernements, dans les mêmes conditions que celles stipulées pour les membres de la Cour d'arbitrage, par l'art. 44 de la Convention de la Haye de 1907, sur le règlement pacifique des conflits internationaux ». On se souvient de ce que contenait cet article 44. Il dit notamment que « chaque puissance contractante désigne 4 personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de Droit international, jouissant de la plus haute considération morale, et disposées à accepter les fonctions d'arbitre ». Voir la Cour de justice arbitrale, Documents, p. 259.

2. Il a été généralement admis que la solution proposée par le conseil était préférable au point de vue pratique.

3. Voir *Le journal de la I^{re} assemblée de la Société des Nations*, n° 10 du 25 novembre 1920.

en cause, pour soumettre le litige à la cour, et c'est seulement alors qu'elle a compétence (1).

Cependant, dans certains cas, elle peut être obligatoire : c'est dans le cas où l'obligation de recourir à la juridiction de la Cour permanente a été stipulée soit dans le statut, soit dans un traité (2).

Par conséquent, en principe, la compétence de la Cour de justice internationale reste facultative. Mais le conseil a admis une proposition faite par un délégué Brésilien, dans le but de faciliter le caractère obligatoire de la compétence de cette cour. En vertu de cette proposition chaque Etat, soit membre de la Société des Nations, soit mentionné au pacte, sera libre, au moyen d'une déclaration particulière, de reconnaître la compétence obligatoire de la cour, surtout dans les matières prévues par l'article 13 du pacte. La proposition fut adoptée (3), car elle constituait un procédé ingénieux de concilier les tendances opposées de la Société des Nations, de ne pas s'éloigner de l'esprit du pacte, en accordant une compétence obligatoire à la cour de justice, et les

1. *Le Journal de la I^{re} Assemblée*, p. 80, 25, nov. 1920.

Voir aussi M. G. de Lapradelle dans son *Cours de Droit int. public*, 1920-1921.

2. Le statut prévoit expressément deux cas de juridiction obligatoire de la cour.

1^o En ce qui concerne les difficultés relatives à la XIII^e partie du traité de Versailles intitulée : « travail » (voir l'art. 26 du statut de la cour), p. 261. Documents de la Cour de justice arbitrale.

2^o Et enfin la compétence de la cour est obligatoire au sujet de l'application des dispositions contenues dans la partie XII du traité de Versailles « des ports, voies d'eau et voies ferrées ». Les différends qui pourront s'élever entre les puissances intéressées au sujet de l'interprétation et de l'application des dispositions du présent chapitre, seront réglées ainsi qu'il sera prévu par la Société des Nations ». Voir l'art. 376 du traité de Versailles, c'est le second cas prévu par l'art. 27 du statut. Enfin sans insister sur eux, il y a encore des cas contenus dans des traités divers où la compétence de la cour est reconnue obligatoire.

3. La proposition de M. Fernandez qui fut adoptée le 10 déc. 1920. Voir *le Journal de la première Assemblée*, n^o 24, 11 déc. 1920, p. 205.

désirs de certains autres Etats de la rendre obligatoire. C'est dans l'article 36 du statut que la proposition brésilienne trouve sa place.

« La compétence de la cour s'étend dit l'article 36 à toutes les affaires que les parties lui soumettent ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur. »

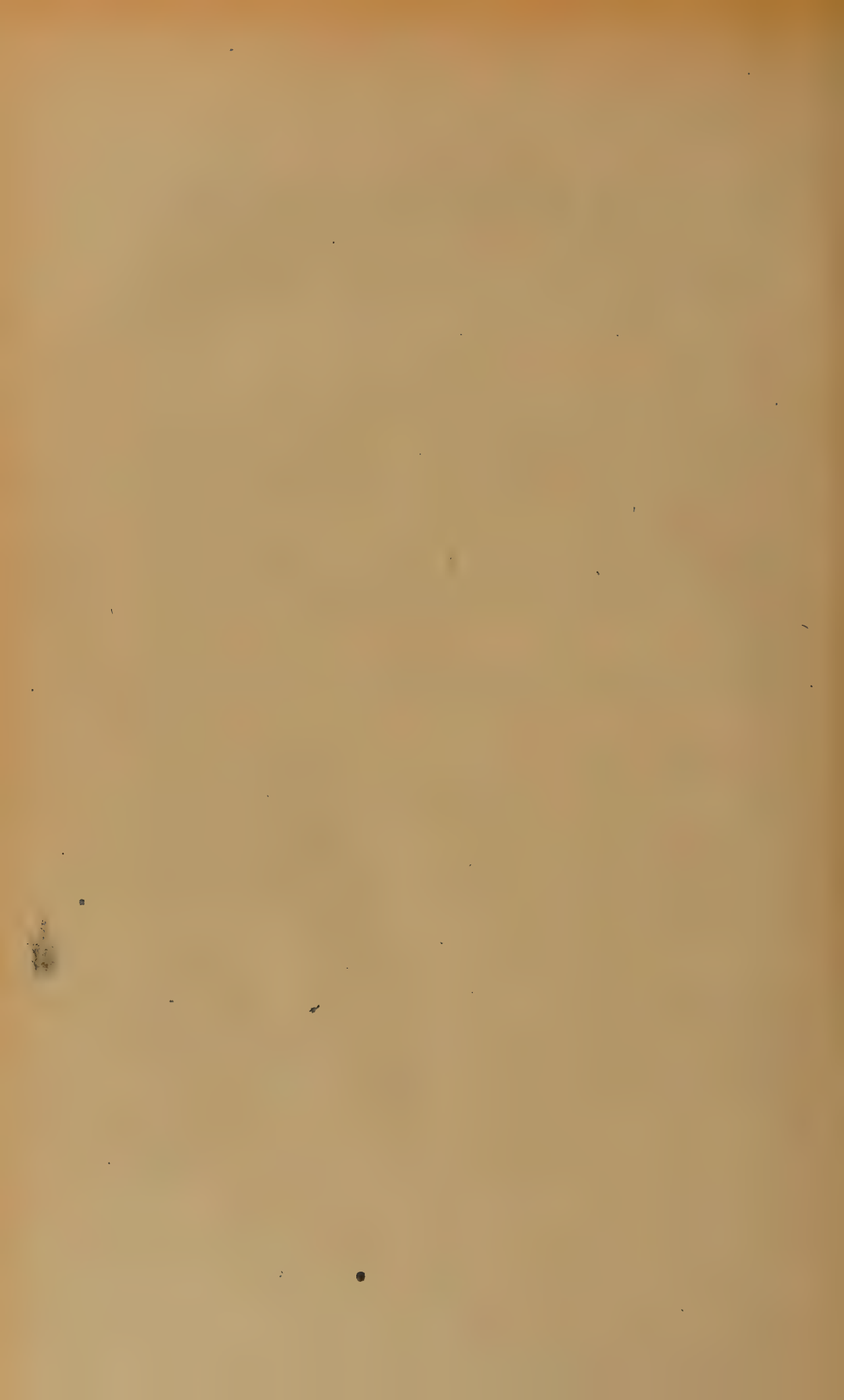
« Les membres de la Société et Etats mentionnés à l'annexe du pacte pourront, soit lors de la signature ou de la ratification du protocole auquel le présent acte est joint, soit ultérieurement, déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la cour sur toutes ou quelques-unes des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet... Sui-vent les cas prévus par l'article 13 du pacte que nous avons cité (1).

Dans cet article, on voit parfaitement la différence entre la compétence facultative et la compétence obligatoire de la cour.

En ce qui concerne les langues qui seront employées soit pour les débats, soit pour la procédure, soit pour le jugement, c'est le chapitre III du statut qui s'en occupe dans l'article 39 du statut de la cour. « Les langues officielles de la cour sont le français et l'anglais. Mais les parties ont le droit de préférer l'une ou l'autre (2) ; dans ce cas, il faut un accord entre les parties en cause. »

1. Art. 36 du Statut de la Cour de justice Internationale. Voir *Les documents de la Cour*, p. 263.

2. Les juristes qui s'étaient occupés d'élaborer le statut de la cour permanente de justice internationale avaient décidé que le français sera la langue employée, dans ces travaux. Le Conseil n'a pas voulu permettre cette désignation officielle de la langue française.



CONCLUSION

Nous avons terminé l'étude des solutions pacifiques internationales, médiation et arbitrage.

Après avoir passé en revue leur marche et leur développement à travers les siècles, après avoir suivi les opinions émises et les améliorations apportées par les deux conférences de La Haye, nous sommes arrivés au pacte de la Société des Nations, l'œuvre sortie de la guerre. Le pacte de la Société des Nations, malgré les erreurs et les lacunes qu'on lui a reprochées, garde bien sa valeur dans l'œuvre de la Paix. Il institue un moyen de collaboration constante entre les nations, il organise une sorte de conférence permanente, pour étudier et discuter les affaires publiques du monde, pour régler pacifiquement tous les conflits qui pourront surgir à l'avenir, et enfin pour veiller à l'exécution du traité de paix et au maintien des bonnes relations internationales des Etats. Aux moyens pacifiques déjà existants, voies diplomatiques, bons offices, médiation, arbitrage, juridictions internationales créées et perfectionnées par les conférences de La Haye en 1899 et 1907, le pacte ajoute encore, et c'est là son grand mérite, la cour de justice internationale, une institution nouvelle, un tribunal réellement permanent. La supériorité de cette juridiction créée par le pacte, en vertu de l'article 14, sur les autres tribunaux internationaux déjà existants, est évidente. En tranchant l'épineuse question de l'égalité juridique des Etats, les membres de la Société des Nations ont voulu lui donner une

magistrature permanente, choisie parmi les meilleures spécialiste du droit international, ayant des séances régulières et une procédure fixe et obligatoire pour les parties. Par son organisation pareille à celle des tribunaux nationaux, par sa réelle permanence, elle est appelée à rendre de réels services à l'œuvre de la paix. Sans doute c'est une nouvelle institution qui n'a pas encore eu le temps de faire preuve de ses bons résultats. Son autorité est encore modeste, et malgré l'efficacité des sanctions prévues par le pacte, son application est encore restreinte. Sa compétence n'est pas obligatoire, le pacte s'en remettant, dans la majorité des cas, à la volonté des parties.

Or aujourd'hui, il est fort douteux que les Etats soient disposés à soumettre à la cour de justice leurs litiges sérieux, et de consentir de leur propre gré à exécuter une décision juridique, quand il s'agit de leurs intérêts supérieurs ou de leur dignité nationale. Mais nous espérons qu'au fur et à mesure que l'idée de droit international et de justice pénétrera dans la vie des peuples, l'esprit pacifique et conciliant gagnera du terrain dans les rapports internationaux, et la nécessité de cette juridiction mondiale s'imposera par la force des choses. Les Etats y trouveront la sécurité, la justice, et la plus sérieuse garantie de leur indépendance et de leur intégrité territoriale.

Vu : le Président de la thèse,

ANDRÉ WEISS

Vu : le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

- Calvo (Ch.)*. — Droit international (1888).
Kamarowski. — Le Tribunal international (1887).
Fiore (Pasquale). — Droit international codifié (1890).
Heffter (A.-G.). — Droit International de l'Europe (1873)
Vattel. — Droit des Gens (1863).
Wheaton. — Eléments du Droit international.
Rivier (Alph.). — Droit des Gens (1896).
Benault (L.). — Les deux conférences de La Haye (Recueil des textes arrêtés) (1909).
Rouard de Card. — L'Arbitrage international (1877).
— Les Destinées de l'Arbitrage international depuis la sentence rendue par le tribunal de Genève (1892).
Reyon (M.). — L'arbitrage international (1892).
Merignhac. — Traité théorique et pratique d'Arbitrage international (1895).
Langlade. — De la clause compromissoire (1899).
Lapradelle (G. de). — Revue générale de Droit international public, t. VI (1899).
— Cours de Droit international public, 1920-1921.
Stoika. — L'Arbitrage obligatoire aux conférences de la Paix (1909).
De Clercq. — Recueil de Traités de la France.
André (A.). — De l'Arbitrage obligatoire dans les rapports internationaux (1903).
Weiss (A.). — Le Droit Fétial et les Fétiaux à Rome, 1883.
Fourchault. — La Médiation (1900).
Lémonon. — La Seconde Conférence de la Paix (1908).
Scelle (Georges). — Le Pacte des Nations et sa liaison avec le Traité de Paix (1919).
La Conférence de 1899 (La Haye).

Les documents diplomatiques de la seconde conférence de 1907.
Actes et Documents de la Seconde Conférence.

Les publications de la Société des Nations.

Pillet (A.). — La cause de la Paix et les deux Conférences de La Haye (1908).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	7

PREMIÈRE PARTIE

LA MÉDIATION ET L'ARBITRAGE

CHAPITRE PREMIER. — La Médiation (caractères généraux).	13
§ 1. — L'étendue de la Médiation.	15
§ 2. — Son Fondement.	19
§ 3. — Les diverses formes de Médiation.	21
§ 4. — Le devoir de la Médiation.	24
CHAPITRE II. — L'Arbitrage international (caractères généraux).	28
§ 1. — L'étendue de l'Arbitrage	30
§ 2. — Les formes qu'il peut revêtir	31
a) L'Arbitrage facultatif (le compromis)	32
b) L'Arbitrage obligatoire (la clause compromissoire).	38
CHAPITRE III. — Comparaison entre les deux institutions.	43
§ 1. — Ressemblances.	43
§ 2. — Différences.	44

DEUXIÈME PARTIE

UN APERÇU GÉNÉRAL SUR L'ÉVOLUTION DE CES DEUX INSTITUTIONS

CHAPITRE PREMIER. — Les opinions adoptées par la Conférence de La Haye (1899) sur les solutions pacifiques.	65
§ 1. — En ce qui regarde la Médiation	69
§ 2. — En ce qui regarde l'Arbitrage.	72
§ 3. — La Cour permanente d'Arbitrage	75
CHAPITRE II. — Les opinions adoptées par la seconde conférence de La Haye (1907)	78
CHAPITRE III. — La Médiation et l'Arbitrage dans le Pacte de la Société des Nations	91
CONCLUSION.	107

